CASAL

Comité d'action
en sécurité alimentaire
de Laval

État de situation de la sécurité alimentaire à Laval

Rapport 2010

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Québec

Direction de santé publique

Une publication de la
Direction de santé publique
de l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval
800, boul. Chomedey, tour A
Laval (Québec) H7V 3Y4
Téléphone : 450 978-2121
Télécopieur : 450 978-2100
Internet : www.santepubliquelaval.qc.ca

Direction
Dre Nicole Damestoy, directrice de santé publique
Alain Carrier, directeur adjoint au programme

Recherche et rédaction
Annie-Claude Fafard, Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval
Maude Bélanger, Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval
Mababou Kébé, Agent de planification, de programmation et de recherche

Comité de travail – révision et contenu
Alexandre St-Denis, Agent de planification, de programmation et de recherche
Catherine Robichaud, Agente de planification, de programmation et de recherche
Marie-Andrée Authier, Agente de planification, de programmation et de recherche
Joy Schinazi, Agente de planification, de programmation et de recherche

Édition
Stéphanie Daigneault, Service des communications

Secrétariat
Shirley Anne Edgire Lamand

Révision linguistique
Italiques – Virginie Rompré

Conception des pages couvertures
Tabasko

Diffusion
On peut acheter ce document au centre de documentation de l'Agence de la santé et des sociaux de Laval au coût de 10,00$, en composant le 450 978-2000.

Il peut également être consulté gratuitement sur le site Web www.santepubliquelaval.qc.ca, dans la section « Avis et publications » et sur le site Web www.securitealimentairelaval.org, dans la section «Publications».

Pour l'obtention des documents en médias substitut, contacter le centre de documentation.

Ce document peut être reproduit ou téléchargé pour une utilisation personnelle ou publique à des fins non commerciales, à la condition d'en mentionner la source.

© Agence de la santé et des services sociaux de Laval, 2011

Dépôt légal – 2011
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011
Bibliothèque et Archives Canada, 2011
ISBN-978-2-89706-000-8 (version imprimée)
ISBN-978-2-89706-001-5 (version PDF)

REMERCIEMENTS

Nous tenons d'abord à remercier toutes les personnes qui ont contribué à cet état de situation en répondant à nos questionnaires et en participant à nos groupes de discussion.

Nous remercions également les membres du Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL) pour leur participation au Comité et pour leur appui tout au long de cette démarche (membres en date du mois de juillet 2010) :

Jean-Marie Chapeau, Centraide du Grand Montréal
Micheline Côté, Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'Île Jésus
Christian Drolet, CSSS de Laval
Hélène Duval, Conférence régionale des élus (CRE) de Laval
Annie-Claude Fafard, chargée de projet, CASAL
France Grimard, Enfant d'Abord
Claude Laflèche, Société Saint-Vincent-de-Paul, Conseil de Ste-Rose
Claire Lebel, L'Entraide Pont-Viau et Laval-des-Rapides
Nancy Lee, Commission scolaire de Laval
France Martin, Agence de la santé et des services sociaux de Laval
Luc Dominic Massé, Association pour aînés résidant à Laval (APARL)
Sylvain Melançon, Jeunes au travail
Lise Morel, Relais communautaire de Laval
Normand Plante, CSSS de Laval
Martine Proulx, Relais du quartier de Saint-Vincent-de-Paul
Geneviève Rheault, Agence de la santé et des services sociaux de Laval
Catherine Robichaud, Agence de la santé et des services sociaux de Laval
Charles Rollet, Association des popotes roulantes de Laval
Louise St-Aubin, Ville de Laval
Alexandre St-Denis, Agence de la santé et des services sociaux de Laval
France St-Yves, Collège Montmorency
Nadia Tadros, CSSS de Laval – Hôpital de la Cité de la santé

Nous remercions spécialement l'équipe Communications du CASAL :

Annie-Claude Fafard, chargée de projet, CASAL
Catherine Robichaud, Agence de la santé et des services sociaux de Laval
Geneviève Rheault, Agence de la santé et des services sociaux de Laval
Micheline Côté, Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'Île Jésus
Hélène Duval, Conférence régionale des élus (CRE) de Laval

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. État de situation 3

1.1 Objectifs de la démarche 3

1.2 Méthodologie 3

1.3 Étapes de la démarche 3

2. La sécurité alimentaire à Laval 5

2.1 Définition de la sécurité alimentaire 5

2.2 Données sur l'insécurité alimentaire à Laval 5

2.3 Liens entre l'insécurité alimentaire, la santé et les conditions de vie 8

2.3.1 Insécurité alimentaire et habitudes de vie 8

2.3.2 Insécurité alimentaire et santé 8

2.3.3 Insécurité alimentaire et santé mentale 9

2.3.4 Insécurité alimentaire et exclusion sociale 9

2.3.5 Insécurité alimentaire et allaitement maternel 9

2.4 Portrait de la population lavalloise à risque d'insécurité alimentaire 11

2.4.1 Facteurs socioéconomiques qui influencent la sécurité alimentaire 11

2.5 Répercussions de la crise économique sur la sécurité alimentaire 23

2.5.1 Hausse de l'indice des prix à la consommation 23

2.5.2 Choix de consommation et habitudes alimentaires des familles à faible revenu 25

2.5.3 De nouvelles clientèles aux ressources d'aide alimentaire 26

2.6 Évolution de l'offre alimentaire 27

3. État de la concertation en matière de sécurité alimentaire à Laval 33

3.1 Le Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL) 33

3.1.1 Rôle et historique 33

3.1.2 Réalisations 33

3.1.3 Les activités du CASAL au cours des dernières années 34

3.2 Autres instances de concertation touchant à la sécurité alimentaire à Laval 35

3.2.1 Instances de concertation régionales 35

3.2.2 Instances de concertation locales 35

4. Portrait des activités en sécurité alimentaire à Laval 37

4.1 Définition des grandes stratégies d'action communautaire en sécurité alimentaire 37

4.1.1 Stratégies d'intervention liées au dépannage alimentaire 39

4.1.2 Stratégies d'intervention liées à l'agriculture urbaine 42

4.1.3 Stratégies d'intervention liées à la distribution alimentaire 44

4.1.4 Stratégies d'intervention liées aux activités de cuisine 46

4.2 Principaux défis de l'intervention 48

4.2.1 L'approvisionnement, un défi pour les interventions liées au dépannage alimentaire 48

4.2.2 Motivation des organismes communautaires lavallois à offrir des activités en sécurité alimentaire .. 48

5. Souhaits des partenaires pour une meilleure sécurité alimentaire à Laval 51
5.1 Améliorer l'accessibilité aux services 51
5.2 Miser sur l'éducation pour favoriser l'acquisition d'habiletés et de connaissances 51
5.3 L'importance de travailler ensemble 51
Conclusion 53
Bibliographie 55
Annexe A 59
Organismes lavallois offrant des activités favorisant la sécurité alimentaire 59
Annexe B 61
Épiceries et fruiteries de Laval (2010) 61
Annexe C 65
Kiosques fermiers de la région de Laval (2010) 65
Annexe D 67
Disponibilité alimentaire, Laval 2010 67
Annexe E 69
Statistiques sur la région lavalloise et sa population 69
Annexe F 71
Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages 71

LISTE DES ACRONYMES

ACEF	Association coopérative d'économie familiale
APADHL	Aide aux personnes âgées, défavorisées ou handicapées de Laval
APAL	Association des personnes aphasiques de Laval
APARL	Association pour aînés résidant à Laval
APRL	Association des popotes roulantes de Laval
ASSS de Laval	Agence de la santé et des services sociaux de Laval
AVEC	Avenir-Viable-École-Communauté
BAAF de Laval	Bureau d'aide et d'assistance familiale de Laval
CASAL	Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval
CATAL	Comité d'animation du troisième âge de Laval
CBL	Centre de bénévolat de Laval
CDC de Laval	Corporation de développement communautaire de Laval
CLSC	Centre local de services communautaires
CRÉ de Laval	Conférence régionale des élus de Laval
CSSS de Laval	Centre de santé et de services sociaux de Laval
DDM	Dispensaire diététique de Montréal
DSP	Direction de santé publique
ESCC	Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes
ISQ	Institut de la statistique du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMISS	Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OPDQ	Ordre professionnel des diététistes du Québec
QEF	Québec en Forme
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
SSVP	Société de Saint-Vincent-de-Paul

INTRODUCTION

Le Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL) est un comité intersectoriel qui a été initié par la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval en février 2006. Il regroupe des représentants de divers milieux, tels que les milieux communautaire, municipal, agricole, scolaire, caritatif et de la santé. Il a pour mandats de favoriser et de promouvoir la sécurité alimentaire sur le territoire de Laval, c'est-à-dire le droit de toute personne à avoir accès à une alimentation saine, en quantité suffisante, à coût raisonnable, et ce, en toute dignité.

L'année 2010 marque un point tournant pour le CASAL. En effet, depuis la publication de l'État de situation de la sécurité alimentaire à Laval 2006, beaucoup de chemin a été parcouru. Un premier plan d'action a été adopté, puis réalisé, à partir duquel des initiatives novatrices et structurantes ont été mises sur pied dans les différents quartiers lavallois. Ces actions étaient issues des orientations déterminées par le Comité. Dans le Plan d'action en sécurité alimentaire 2007-2009, elles ont été traduites en objectifs:

Promouvoir et encourager la mise en place de mesures favorisant la sécurité alimentaire.

- Assurer une offre alimentaire accessible à coût abordable dans les quartiers défavorisés et aux personnes vulnérables en termes de variété des aliments, de proximité et de diversité des sources d'approvisionnement, telles que des services commerciaux, communautaires, des dépannages d'urgence, etc.
- Favoriser l'achat des produits locaux afin de soutenir le développement d'un système agroalimentaire durable.
- Promouvoir et soutenir la revalorisation des habiletés et connaissances liées à l'alimentation.

Maintenir une instance de travail intersectorielle afin de poursuivre la sensibilisation aux problématiques de la région et approfondir l'analyse régionale en sécurité alimentaire.

- Favoriser la complémentarité et la cohérence des actions et des politiques en lien avec la sécurité alimentaire.
- Assurer la mise à jour et la diffusion des informations régionales relatives à la sécurité alimentaire.
- Poursuivre la réflexion pour les orientations futures.
- Développer une analyse solidaire de la sécurité alimentaire[1].

À la suite de la réalisation du plan d'action 2007-2009 du CASAL et en prévision du futur plan d'action 2011-2014, les membres du Comité ont exprimé la volonté connaître la réalité actuelle du milieu, ses besoins, ses difficultés et son évolution depuis le premier état de situation (2006). Ils souhaitaient entre autres évaluer les répercussions de la récente crise économique mondiale sur la sécurité alimentaire de la population lavalloise, connaître le profil des personnes à risque d'insécurité alimentaire à Laval en 2010 et identifier les stratégies en place pour favoriser la sécurité alimentaire de la population. Ces questionnements ont donc fait l'objet d'une démarche soutenue qui a mené à la publication de ce nouvel état de situation.

[1] CASAL (2007), p. 1.

1. ÉTAT DE SITUATION

1.1 Objectifs de la démarche

Par ce présent état de situation, les membres du CASAL souhaitent :

- Dresser un portrait de l'évolution de la sécurité alimentaire à Laval depuis le dernier état de situation (2006) :
- Actualiser le profil de la région et comprendre quelles sont les populations les plus susceptibles d'y vivre de l'insécurité alimentaire.
- Analyser l'incidence du contexte socioéconomique sur la sécurité alimentaire des Lavallois.
- Suivre l'évolution de l'offre alimentaire dans les différents secteurs de Laval depuis 2006.
- Saisir l'évolution de la concertation en matière de sécurité alimentaire sur le plan régional.
- Mieux connaître les grandes stratégies d'action en sécurité alimentaire offertes par le milieu communautaire.
- Connaître la vision des acteurs en sécurité alimentaire et leurs souhaits pour l'avenir afin de cibler des actions concrètes répondant aux besoins identifiés.

1.2 Méthodologie

Cet état de situation a demandé la collaboration et la mobilisation des membres du CASAL et des acteurs du milieu. La démarche de production de ce portrait s'est échelonnée sur plusieurs mois, débutant à l'hiver 2009 et se terminant au printemps 2011.

1.3 Étapes de la démarche

- ***Revue de littérature et statistiques sur la sécurité alimentaire***

Une revue de littérature sélective a été effectuée ainsi qu'un portrait des statistiques québécoises et lavalloises relatives à la sécurité alimentaire de la population. Ce portrait statistique a été dressé à partir des sources de données suivantes :

1. Statistique Canada : Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes 2007-2008
2. Institut de la statistique du Québec : projections de population
3. Statistique Canada : recensement 2006

- ***Évolution de l'offre alimentaire***

Une mise à jour de la carte de la disponibilité alimentaire créée en 2006 par le CASAL a été effectuée. Elle recense l'ensemble des épiceries, fruiteries, kiosques fermiers et ressources en sécurité alimentaire du territoire lavallois. Pour ce faire, une validation téléphonique a été effectuée. Certains membres du CASAL ont été consultés et des éléments issus des groupes de discussion ont nourri la démarche.

- ***Portrait des activités en sécurité alimentaire à Laval : principales stratégies d'intervention***

Un portrait des activités visant à favoriser la sécurité alimentaire des Lavallois a été dressé. Pour ce faire, des questionnaires ont été envoyés aux différents organismes recensés dans le Répertoire des ressources en sécurité alimentaire du CASAL. Pour faciliter la démarche, nous avons classé les activités en quatre grandes catégories : stratégies d'intervention liées au dépannage alimentaire, à l'agriculture urbaine, à la distribution alimentaire et aux activités de cuisine. Un questionnaire a été élaboré pour chacune des stratégies. Un total de 96 questionnaires ont été envoyés aux 58 organismes lavallois approchés. Certains offrent des activités relevant de stratégies d'intervention différentes, ils ont donc reçu plus d'un questionnaire, selon les différents types d'activités offertes. En tout, 74 questionnaires ont été récupérés et analysés, ce qui correspond à 77 % des questionnaires envoyés. La période de collecte des données s'est échelonnée sur une année complète, du 1er janvier au 31 décembre 2009.

- ***Vision des acteurs du milieu***

Des groupes de discussion ont été organisés le 26 mai 2010, dans le cadre de la cinquième édition des Matinées biannuelles en sécurité alimentaire du CASAL. Les participants ont été recrutés à partir de la liste d'envoi habituelle des Matinées, qui compte 116 personnes agissant en tant qu'intervenants ou acteurs en sécurité alimentaire à Laval. Quatre groupes ont été formés, comptant chacun entre sept et dix participants venant des différents quartiers lavallois et travaillant avec différentes clientèles. Des acteurs agissant à titre d'intervenants, de gestionnaires ou de professionnels venant des milieux communautaire, scolaire, municipal, de la santé et caritatif étaient invités à partager leurs points de vue. Au total, 36 personnes ont participé aux groupes de discussion qui étaient animés par 4 animateurs. Une personne par groupe était assignée à la prise de notes. De plus, puisque les discussions ont été enregistrées, chacun des participants a signé un formulaire de consentement pour confirmer son autorisation à être enregistré. Les enregistrements ont ensuite été réécoutés aux fins d'analyse. À noter que la confidentialité des propos tenus a été préservée dans l'élaboration de cet état de situation.

Les opinions émises par les intervenants au cours de cette démarche qualitative seront exposées tout au long du document, selon les thèmes abordés.

2. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL

2.1 Définition de la sécurité alimentaire

Dans le premier état de situation de la sécurité alimentaire (2006), le CASAL avait choisi d'utiliser la définition de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec. Le concept de la sécurité alimentaire ayant évolué, nous nous référons maintenant à la définition de la sécurité alimentaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette dernière apparaît comme étant plus complète.

Selon l'OMS, le concept de sécurité alimentaire se définit comme suit :

- Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine.
- L'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie.
- L'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré.
- Les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur les plans personnel et culturel.
- Les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine.
- La consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales à la fois justes, équitables et morales.
- Les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse par un système agroalimentaire durable[2].

2.2 Données sur l'insécurité alimentaire à Laval

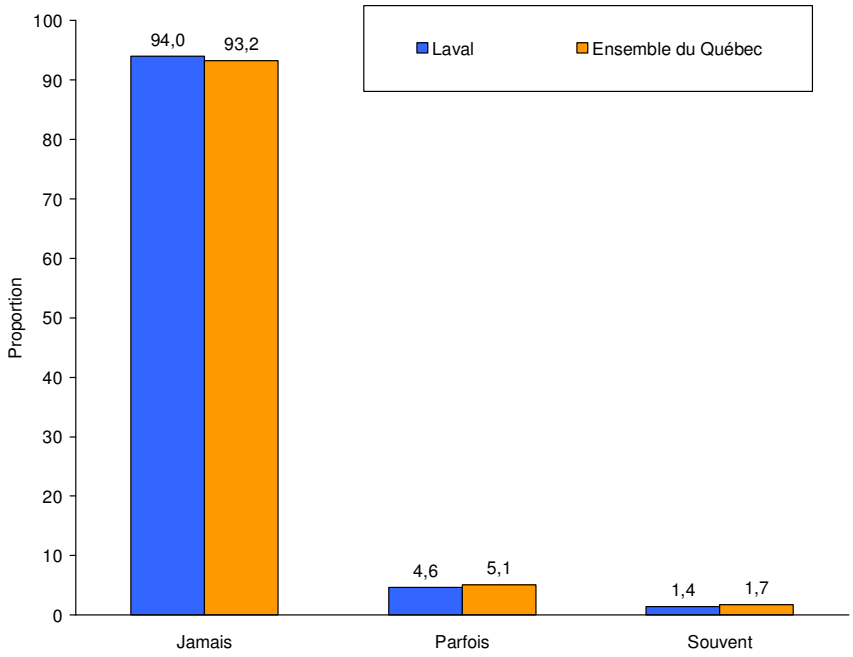
Lorsque l'on aborde la sécurité alimentaire, plusieurs éléments sont à considérer. En effet, la problématique est complexe, et une multitude de facteurs y interviennent. Toutefois, celui reconnu comme étant le plus significatif est le revenu.

L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) permet de mesurer la prévalence de l'insécurité alimentaire liée au revenu. Les données permettent d'estimer la proportion de personnes qui ont eu peur de manquer de nourriture et la proportion de personnes vivant dans des ménages confrontés à l'insécurité alimentaire liée au revenu.

[2] Organisation mondiale de la santé, bureau régional de l'Europe (2007).

GRAPHIQUE A

Répartition des personnes de 12 ans et plus selon la fréquence à laquelle elles ont eu peur de manquer de nourriture avant la prochaine rentrée d'argent, au cours des 12 mois précédant l'enquête, Laval, Québec, 2007-2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 4.1, 2007-2008).

En 2007-2008, 6 % de la population lavalloise de 12 ans et plus vivait dans un ménage ayant eu parfois ou souvent peur de manquer de nourriture avant la prochaine rentrée d'argent au cours des 12 mois précédant l'enquête, comparativement à 7 % dans l'ensemble du Québec. En comparaison avec l'enquête de 2005, la proportion de Lavallois confrontés à la peur de manquer de nourriture est restée inchangée. En raison de changements introduits par Statistique Canada dans la formulation des questions de l'enquête, il n'est toutefois pas possible de comparer les données actuelles avec celles des années antérieures à 2005.

En se basant sur les projections de population fournies par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), on peut estimer à 20 600 le nombre de Lavallois de 12 ans et plus ayant eu peur de manquer de nourriture en 2010.

Dans l'ESCC de 2007-2008, Statistique Canada a introduit une nouvelle mesure de la situation alimentaire des ménages. Cet indicateur évalue, à partir de 18 questions, la capacité qu'ont eue les ménages à acheter les aliments dont ils avaient besoin au cours des 12 mois qui ont précédé l'enquête. En fonction des réponses à ces questions, l'état de la situation alimentaire des participants est déterminé et les ménages sont classés en trois niveaux :

- Ménages en situation de sécurité alimentaire : c'est-à-dire qu'ils ne présentent pas ou ne présentent qu'un seul signe de problème concernant l'accès à la nourriture lié au revenu.

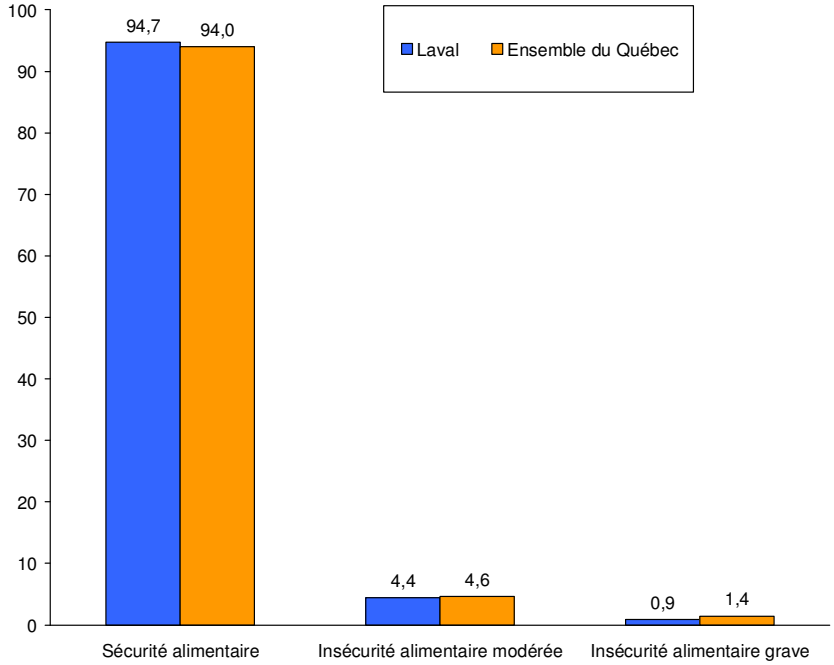
- Ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée : c'est-à-dire qu'ils sont, faute de moyens financiers suffisants, dans l'obligation de faire des compromis sur la qualité ou la quantité d'aliments consommés.

- Ménages en situation d'insécurité alimentaire grave : c'est-à-dire des ménages dont la consommation alimentaire est réduite et dont les habitudes alimentaires sont perturbées.

Cet indicateur, disponible seulement depuis l'enquête de 2007-2008, ne permet pas d'évaluer si l'insécurité alimentaire liée au revenu a augmenté ou diminué au cours des dernières années, puisqu'aucune comparaison avec les résultats des années antérieures n'est possible.

GRAPHIQUE B

Répartition des personnes de 12 ans et plus selon l'état de la sécurité alimentaire liée au revenu de leur ménage, Laval, Québec, 2007-2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 4.1, 2007-2008)

Selon l'ESCC 2007-2008, la grande majorité des Lavallois de 12 ans et plus (94,7 %) vit dans un ménage en situation de sécurité alimentaire. La proportion de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire, qu'elle soit modérée ou grave, s'élève à 5,3 %. La situation de l'insécurité alimentaire à Laval est similaire à celle observée dans l'ensemble du Québec. En 2010, on estimait à 18 200 le nombre de Lavallois de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

En 2007-2008, 7,2 % des Québécois de 12 à 17 ans vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. En 2010, cela pourrait représenter 2 200 Lavallois de 12 à 17 ans. L'ESCC, parce qu'elle porte sur les personnes de 12 ans et plus, ne permet pas d'estimer le nombre d'enfants de moins de 12 ans vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. Toutefois, les questions permettaient non seulement de mesurer le niveau de l'insécurité alimentaire du ménage dans son ensemble, mais aussi de mesurer de façon distincte le niveau d'insécurité alimentaire des enfants et celui des adultes dans chaque ménage. Les résultats de l'ESSC montrent que, dans les ménages confrontés à l'insécurité alimentaire, les adultes protègent les enfants contre cette situation. En effet, dans 65 % de ces ménages, le niveau d'insécurité alimentaire des adultes était plus élevé que celui des enfants, et le contraire n'était vrai que dans 5 % des ménages.

Les résultats de l'ESCC montrent aussi que les ménages avec enfants présentaient des taux d'insécurité alimentaire élevés. En effet, alors que le taux d'insécurité alimentaire de l'ensemble des ménages québécois s'élevait à 6,8 %, la proportion de ménages avec des enfants de moins de 18 ans confrontés à l'insécurité alimentaire était de 7,3 %. Partant de là, nous pouvons estimer à 3 700 le nombre de ménages lavallois avec des enfants de moins de 18 ans confrontés à l'insécurité alimentaire.

On estime qu'en 2010 :

- 20 600 Lavallois de 12 ans et plus vivaient dans un ménage ayant été confronté à la peur de manquer de nourriture;
- 18 200 Lavallois vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

2.3 Liens entre l'insécurité alimentaire, la santé et les conditions de vie

L'insécurité alimentaire est une problématique qui va bien au-delà du manque de nourriture. Elle cache souvent une multitude d'autres problèmes. Ainsi, l'insécurité alimentaire entretient des liens étroits avec la santé et certains de ses déterminants, tels que les habitudes de vie et l'exclusion sociale.

Pour mettre en lumière ces liens, nous utilisons les données québécoises de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2007-2008. En effet, les estimations obtenues à partir des données lavalloises sont souvent imprécises, vu le nombre restreint de répondants lavallois dans l'échantillon de l'ESCC combiné à la faible prévalence de l'insécurité alimentaire.

2.3.1 Insécurité alimentaire et habitudes de vie

Les Québécois de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont plus nombreux à adopter des habitudes de vie néfastes pour la santé. La proportion de personnes de 12 ans et plus consommant moins de 5 portions de fruits et légumes par jour est plus élevée chez celles vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire (59 % contre 47 % des personnes vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire). Par ailleurs, 36 % des personnes de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire fument tous les jours, contre 18 % des personnes vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire. De plus, la pratique de l'activité physique de loisir est moins courante chez les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire. Parmi les personnes de 18 ans et plus, la prévalence de la sédentarité est plus élevée chez celles vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire (33 % contre 25 % chez celles vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire).

2.3.2 Insécurité alimentaire et santé

L'ESCC 2007-2008 montre les liens entre l'insécurité alimentaire et la santé. La prévalence du surpoids chez les Québécois de 18 ans et plus est similaire dans les deux groupes, soit ceux vivant de l'insécurité alimentaire et ceux en situation de sécurité alimentaire. En revanche, chez les jeunes de 12 à 17 ans, la proportion de personnes présentant un surplus de poids est plus élevée parmi celles souffrant d'insécurité alimentaire, mais on ne peut conclure à une différence significative. Les Québécois de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont aussi plus nombreux à déclarer souffrir d'une maladie chronique (34 % contre 29 % des personnes vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire).

La proportion de personnes de 12 ans et plus ayant déclaré connaître parfois ou souvent une réduction d'activités en raison d'une maladie ou d'un problème physique ou mental à long terme est plus importante chez celles en situation d'insécurité alimentaire (43 % contre 22 % des personnes vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire). Elles sont aussi plus nombreuses à percevoir leur état de santé comme passable ou mauvais (24 % contre 9 %).

2.3.3 Insécurité alimentaire et santé mentale

Des liens peuvent aussi être faits entre l'insécurité alimentaire, le bien-être et la santé mentale. Les personnes de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont plus nombreuses à être insatisfaites ou très insatisfaites de la vie en général (12 % contre 2 % des personnes vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire). La peur de manquer de nourriture et les efforts considérables à déployer pour se procurer de la nourriture peuvent engendrer un stress important. Ainsi, parmi les Québécois de 15 ans et plus, les personnes vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont proportionnellement plus nombreuses à être soumises à un stress élevé dans leur vie quotidienne (35 % contre 26 % des personnes vivant dans un ménage en situation de sécurité alimentaire).

La proportion de Québécois de 12 ans et plus évaluant leur santé mentale comme passable ou mauvaise est plus importante chez ceux qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire (13 % contre 3 % de ceux qui vivent dans un ménage en situation de sécurité alimentaire). Les personnes vivant dans un ménage confronté à l'insécurité alimentaire sont aussi proportionnellement plus nombreuses à avoir vécu un épisode dépressif majeur (15 % contre 4 %). Par ailleurs, les Québécois de 15 ans et plus qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont plus nombreux à présenter un niveau de détresse psychologique élevé (46 % contre 18 % de ceux qui vivent dans un ménage en situation de sécurité alimentaire).

La prévalence des troubles de l'humeur ou des troubles anxieux est aussi plus élevée chez les personnes vivant dans un ménage confronté à l'insécurité alimentaire. Parmi elles, 18,4 % souffrent d'un trouble de l'humeur ou d'un trouble anxieux diagnostiqué par un professionnel de la santé, comparativement à 7,4 % des personnes qui vivent dans un ménage non confronté à l'insécurité alimentaire.

2.3.4 Insécurité alimentaire et exclusion sociale

L'insécurité alimentaire peut aussi être liée à l'environnement social. Les Québécois de 12 ans et plus qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont plus nombreux à déclarer un niveau faible de soutien social et ont un plus faible sentiment d'appartenance à leur communauté. Ils évaluent davantage comme faible à modérée l'affection qu'ils reçoivent (58 % contre 36 % des personnes qui vivent dans un ménage en situation de sécurité alimentaire). Ils sont moins nombreux à disposer de quelqu'un pour les aider à accomplir certaines tâches quotidiennes (16 % contre 38 %) et déclarent aussi vivre moins de situations sociales agréables (33 % contre 13 %). Ils sont également moins nombreux à avoir à leur disposition une personne pour les écouter ou leur donner des conseils (3 % contre 11 %). Enfin, les personnes qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire sont proportionnellement plus nombreuses à évaluer leur sentiment d'appartenance à leur communauté locale comme étant très faible (18 % contre 11 %).

2.3.5 Insécurité alimentaire et allaitement maternel

La sécurité alimentaire des nouveau-nés et de leur famille vivant en contexte de vulnérabilité peut être favorisée par la pratique de l'allaitement maternel.

Si le taux d'allaitement maternel a augmenté significativement au Québec depuis les dernières décennies (passant de 11 % à la fin des années 1960 à 85 % vers les années 2000), une enquête menée par l'Institut de la statistique du Québec en 2005-2006[3] révèle toutefois que les taux d'allaitement dans la population générale baissent à chaque semaine de vie du bébé. Le taux d'allaitement lors du séjour à l'hôpital (exclusif ou pas) est de 85 %. Il passe à 80, 73, 61 et 47 % à 1 semaine, 1 mois, 3 mois et 6 mois respectivement. Le taux d'allaitement exclusif, recommandé jusqu'à 6 mois, baisse encore plus vite, passant de 52 % lors du séjour à l'hôpital à 51, 43, 28 et 3 % à 1 semaine, 1 mois, 3 mois et 6 mois respectivement.

Encore plus inquiétant est le fait que les mères vivant en contexte de vulnérabilité (soit celles ayant moins de 20 ans, celles à faible revenu, celles n'ayant pas fini leurs études secondaires et celles qui sont monoparentales) ont moins tendance à allaiter leur bébé (exclusivement ou pas) et davantage tendance à abandonner l'allaitement si elles l'ont commencé que les mères qui ne vivent pas en contexte de vulnérabilité[4]. Pourtant, ce sont ces femmes et leur bébé qui pourraient bénéficier le plus des bienfaits de l'allaitement, tant pour leur santé que pour leur sécurité alimentaire.

Les enfants nés en contexte de vulnérabilité sont en effet plus à risque de naître prématurés ou avec une faiblesse pondérale. Ils sont plus à risque de tomber malades, d'être hospitalisés et de connaître des séjours plus longs à l'hôpital que les bébés qui ne sont pas nés dans un tel contexte. Ils sont aussi plus à risque d'être des victimes d'abus ou de négligence, d'avoir une mère qui souffre d'une dépression post-partum et d'être exposés à la fumée de tabac dans l'environnement, ce qui est lié à la mort subite du nourrisson. Le lait maternel, qui contient des enzymes, des hormones, des facteurs de croissance, des facteurs antibactériens, antiviraux et antiparasitaires, offre une protection contre plusieurs de ces problèmes et peut ainsi aider à favoriser le potentiel d'un bébé né dans un contexte défavorable.

Par ailleurs, une étude américaine[5] a démontré que les bébés qui ne sont pas allaités ont davantage de consultations médicales, d'hospitalisations et de prescriptions de médicaments que les bébés qui sont allaités exclusivement durant au moins trois mois. Cela représente non seulement un fardeau de maladie plus lourd pour une population déjà plus à risque de développer des problèmes de santé, mais aussi des coûts indirects pour la famille liés aux soins médicaux (médicaments, transport, absence du travail, etc.).

Enfin, les coûts directs liés aux préparations commerciales sont également importants. Après le congé de l'hôpital, on peut estimer qu'une famille québécoise dépensera entre 524 $ et 2 777 $ pour 6 mois de préparation commerciale, sans compter les coûts associés aux accessoires nécessaires (biberons, tétines, etc.)[6]. Le résultat est que, pour les familles à faible revenu, des choix déchirants doivent se faire.

Les liens entre l'insécurité alimentaire, la santé et les conditions de vie en bref…

L'insécurité alimentaire entretient des liens avec la santé et certains de ses déterminants. Les personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire sont plus nombreuses à adopter des habitudes de vie néfastes pour la santé, à connaître différents problèmes de santé physique ou mentale et à déclarer avoir un faible réseau social de soutien.

[3] G. Neill et coll. (2006), p. 66-68.

[4] *Ibid*. Chez les mères ayant moins de 20 ans, le taux d'allaitement pendant le séjour au centre hospitalier est de 77 % et il passe à 44, 26 et 19 % à 2, 4 et 6 mois respectivement. Le taux d'allaitement exclusif est de 44 % pendant le séjour au centre hospitalier et il passe à 27 et 5 % à 2 et 4 mois respectivement (pas de donnée disponible pour 6 mois). Chez les mères qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires, le taux d'allaitement pendant le séjour au centre hospitalier est de 71 % et passe à 44, 34 et 27 % à 2, 4 et 6 mois respectivement. Le taux d'allaitement exclusif est de 39 % pendant le séjour au centre hospitalier et il passe à 21, 9 et 2 % à 2, 4 et 6 mois respectivement.

[5] T.M. Ball et A.L. Wright (1999).

[6] www.infactcanada.ca/Breastfeeding_and_Food_Security.pdf.

2.4 Portrait de la population lavalloise à risque d'insécurité alimentaire

Selon la mise à jour du Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire du Québec parue en 2008, un déterminant de la sécurité alimentaire se définit comme «tout ce qui l'influence, c'est-à-dire des facteurs de risque ou de protection que l'on peut associer statistiquement à l'insécurité alimentaire[7]». Ces déterminants peuvent être d'ordre collectif ou individuel.

2.4.1 Facteurs socioéconomiques qui influencent la sécurité alimentaire

Les ménages ne sont pas confrontés de façon identique à l'insécurité alimentaire. La prévalence de l'insécurité alimentaire varie selon le statut socioéconomique du ménage et selon le type de ménage. On peut, en utilisant les données de l'ESCC, mesurer la prévalence de l'insécurité alimentaire dans chacune des différentes catégories de ménages.

Six facteurs socioéconomiques ont été identifiés comme étant des déterminants de la sécurité alimentaire dans le contexte lavallois. En raison de la faiblesse de l'échantillon lavallois dans les données de l'ESCC, nous avons utilisé les données de l'ensemble du Québec pour l'analyse. En se basant sur ces données et sur les projections des chiffres de la population lavalloise fournies par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), nous avons estimé le nombre de personnes présentant ces caractéristiques à Laval, en 2010, et ciblé les secteurs géographiques où il y a le plus de personnes à risque.

Le faible revenu

Pourquoi le faible revenu est-il un déterminant?

Les personnes vivant sous le seuil de faible revenu sont très à risque de vivre de l'insécurité alimentaire. Leurs contraintes financières diminuent leur pouvoir d'achat et l'accessibilité à une nourriture saine. Ce sont, entre autres, des gens soutenus par les programmes d'aide sociale, les personnes âgées recevant une pension et les travailleurs à faible revenu[8].

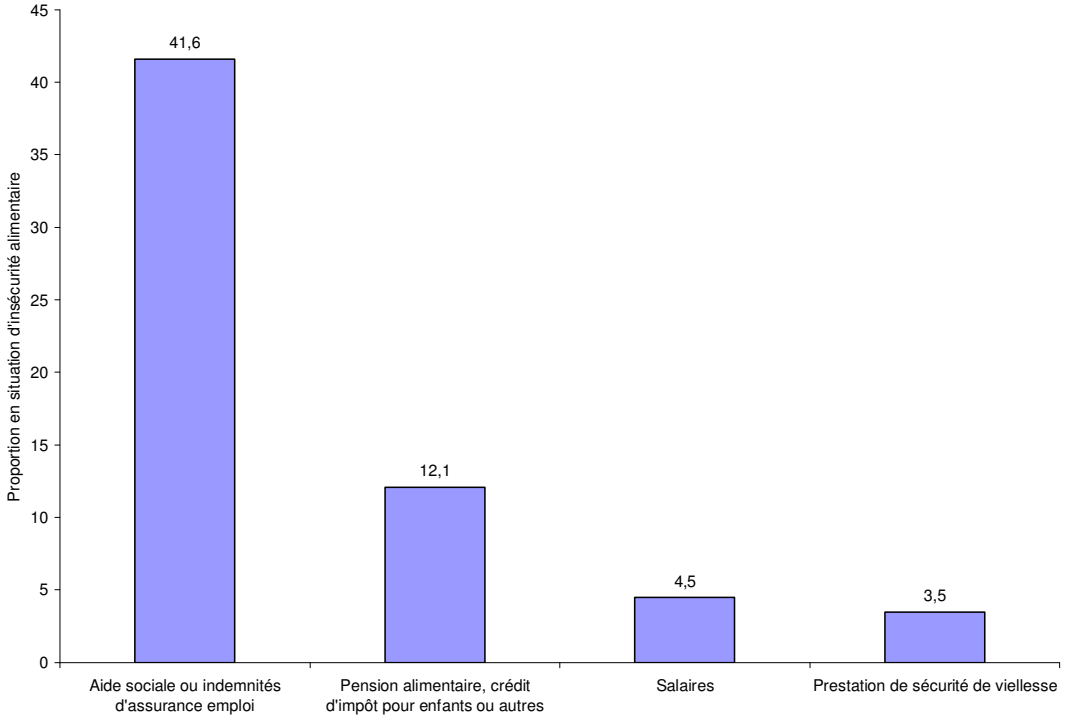
L'insécurité alimentaire est très fortement liée au revenu. De tous les déterminants identifiés, il s'agit du plus important. Lors de l'analyse des données, on observe que la prévalence de l'insécurité alimentaire diminue au fur et à mesure que le revenu augmente. Ce sont les personnes qui vivent dans les ménages à bas revenus qui sont les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Au Québec, plus d'une personne sur quatre vivant dans un ménage dont le revenu annuel est inférieur à 20 000 $ par année est confrontée à l'insécurité alimentaire. Dans ces ménages, presque une personne sur 10 (9,4 %) est confrontée à une insécurité alimentaire grave. À l'inverse, l'insécurité alimentaire est quasi inexistante chez les personnes dont le revenu du ménage est supérieur ou égal à 80 000 $.

La source principale du revenu est aussi liée à l'insécurité alimentaire. En 2007-2008, 42 % des Québécois de 12 ans et plus qui vivaient dans un ménage dont la source principale du revenu était l'aide sociale ou les prestations d'assurance-emploi ou des indemnités d'accident de travail, étaient confrontés à l'insécurité alimentaire. Dans ces ménages, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave s'élevait à 15,4 %. Les ménages qui tirent l'essentiel de leur revenu d'une pension alimentaire, du crédit d'impôt pour les enfants ou de dividendes et intérêts, comptent aussi une proportion importante de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire (12,1 %). Ce sont les Québécois vivant dans un ménage dont la principale source de revenus est constituée de salaires et traitements ou de revenus d'un travail autonome (4,5 %), ou de prestations de sécurité de la vieillesse (3,5 %) qui sont les moins confrontés à l'insécurité alimentaire.

[7] M. Pageau et coll. (2008), p. 16.
[8] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2007), p. 46.

GRAPHIQUE C

Proportion de personnes de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire selon la principale source de revenus du ménage, Québec, 2007-2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 4.1, 2007-2008).

Le revenu personnel par habitant[9] a augmenté de 42 % à Laval au cours de la dernière décennie. Entre 1998 et 2008, il est passé de 24 335 $ à 34 584 $. Malgré cette augmentation et le fait que le revenu personnel par habitant demeure plus élevé à Laval que dans l'ensemble du Québec (33 406 $ en 2008)[10], une proportion importante de la population lavalloise a de faibles revenus[11].

D'après les résultats du recensement, la proportion de Lavallois vivant sous le seuil de faible revenu est de 16 %, ce qui est similaire au pourcentage obtenu pour l'ensemble du Québec (17 %). En se basant sur les projections de la population effectuées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), on peut estimer à 63 800 le nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu en 2010 à Laval.

Les secteurs comptant les plus grandes proportions de personnes vivant sous le seuil de faible revenu sont concentrés dans les quartiers Pont-Viau, Chomedey, Laval-des-Rapides et Saint-Vincent-de-Paul.

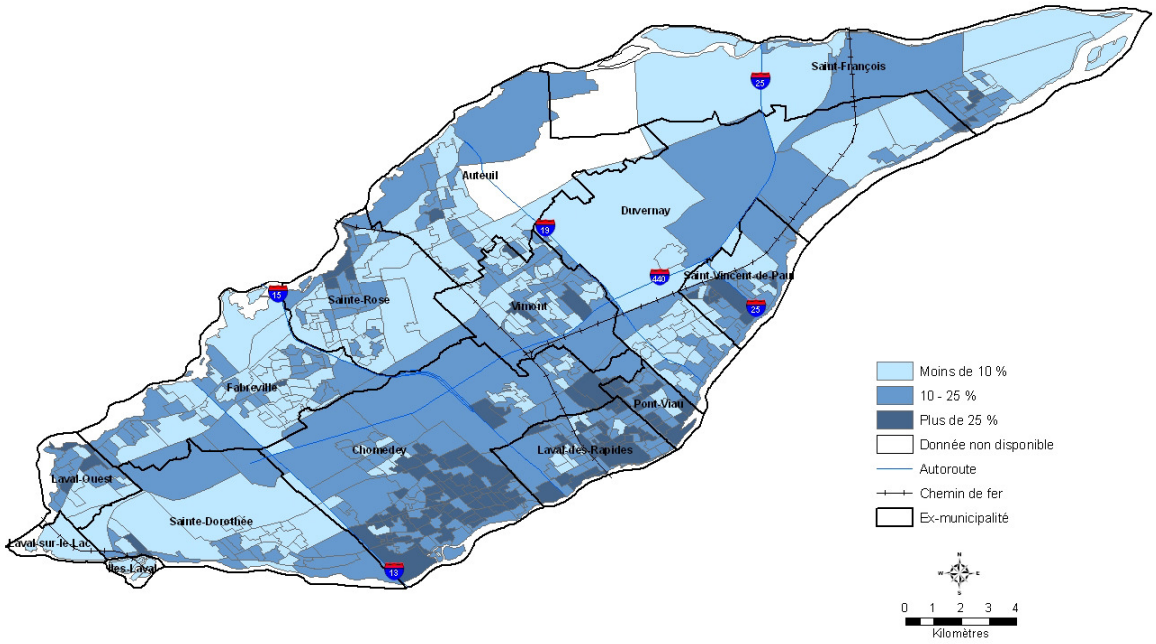
[9] Le revenu personnel total est la somme de tous les revenus courants reçus au cours d'une période donnée par les particuliers d'un territoire.

[10] Institut de la statistique du Québec (2008).

[11] L'identification des personnes à faible revenu se fonde sur les seuils de faible revenu avant impôt établis par Statistique Canada à partir des tendances du revenu et des dépenses des différentes catégories de familles. Les données les plus récentes sur les personnes à faible revenu proviennent du recensement de la population de 2006. En 2005, pour une région comme Laval, le seuil de faible revenu était fixé à 14 562 $ pour une personne seule et à 17 723 $ pour un couple (Statistique Canada, 2007).

CARTE A

Proportion de personne vivant sous le seuil de faible revenu par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

Au mois de mars de chaque année, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale présente les données sur le nombre de personnes prestataires d'un programme d'assistance sociale[12]. Au mois de mars 2009, le nombre de Lavallois prestataires des programmes d'assistance sociale se chiffrait à 15 775 personnes, soit un taux d'assistance[13] de 5 %, ce qui est inférieur à l'ensemble du Québec (7 %).

Par ailleurs, les personnes qui vivent dans un ménage locataire sont plus nombreuses à être confrontées à l'insécurité alimentaire que les personnes propriétaires de leur logement (13,5 % contre 2,4 %). Le recensement de la population de 2006 montre que seulement 31 % des ménages privés lavallois ne sont pas propriétaires de leur logement, comparativement à 40 % dans l'ensemble du Québec. On estime qu'en 2010, le nombre de ménages lavallois non propriétaires de leur logement se chiffrait à 48 220.

[12] L'expression « programmes d'assistance sociale » est utilisée depuis mars 2008 en lieu et place de « programmes de base de sécurité du revenu ». Elle regroupe trois programmes, à savoir le Programme d'aide sociale, le Programme de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse.

[13] Le taux d'assistance sociale représente la proportion des personnes de 0 à 64 ans qui étaient prestataires des programmes d'assistance sociale.

Le faible niveau de scolarité

Pourquoi le faible niveau de scolarité est-il un déterminant?

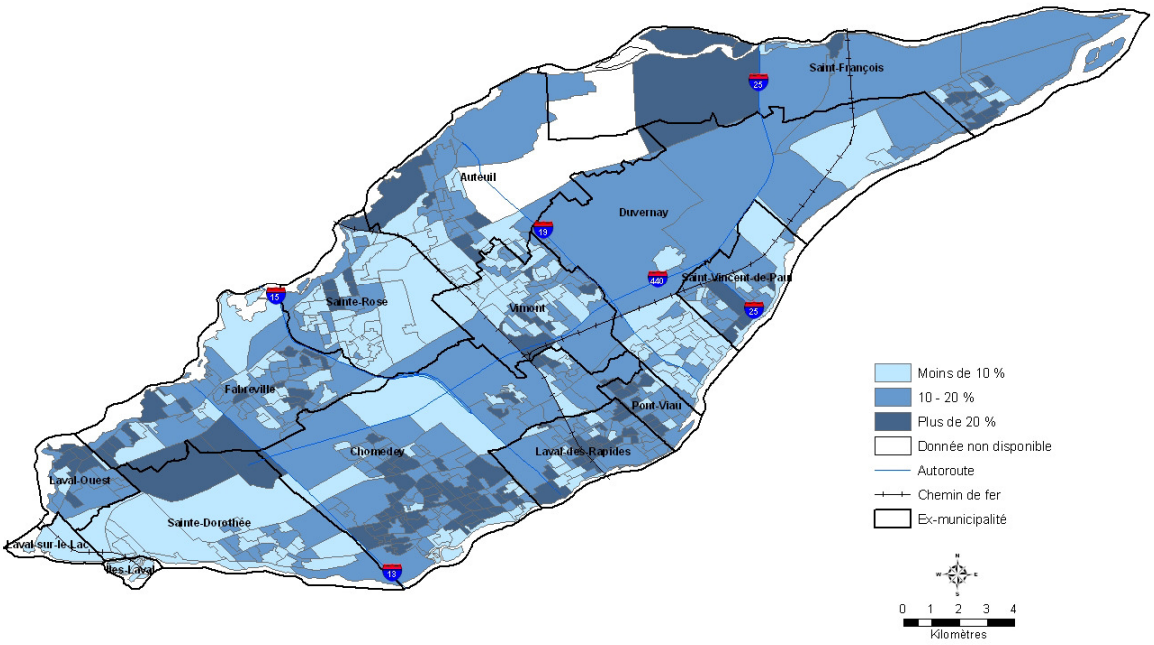
En général, un bon niveau de scolarité signifie un meilleur emploi, un revenu plus élevé, une compétence informationnelle accrue en santé, une meilleure compréhension des effets des comportements nuisibles sur la santé et une plus grande capacité de s'orienter dans le système de soins de santé[14], ce qui peut contribuer à l'atteinte d'une meilleure sécurité alimentaire.

Selon l'ESCC (2007-2008), les personnes possédant un diplôme d'études postsecondaires sont moins nombreuses à vivre dans un ménage confronté à l'insécurité alimentaire. En effet, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 4,2 % chez les personnes qui possèdent un diplôme d'études postsecondaires. Cette proportion augmente à 9,7 % chez les personnes qui ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires.

D'après les résultats du recensement de 2006, 14 % de la population lavalloise âgée de 25 à 64 ans avait un niveau d'études inférieur au diplôme d'études secondaires, comparativement à 17 % dans l'ensemble du Québec. En 2010, on estimait à 30 800 le nombre de Lavallois de 25 à 64 ans sans diplôme d'études secondaires.

CARTE B

Proportion de personnes de 25 à 64 ans n'ayant pas de diplôme d'études secondaires par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

[14] L'administrateur en chef de la santé publique (2008).

Les secteurs où plus de 20 % de la population ne détient pas de diplôme d'études secondaires sont dispersés sur l'ensemble du territoire lavallois.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LE NIVEAU DE SCOLARITÉ DES LAVALLOIS	
Pour les acteurs du milieu, il semble important de miser sur l'éducation des enfants pour leur assurer un avenir meilleur.	Ils soutiennent que l'obtention du diplôme d'études secondaires influence directement le revenu des jeunes générations et contribue à l'amélioration de leurs conditions de vie futures.

La monoparentalité

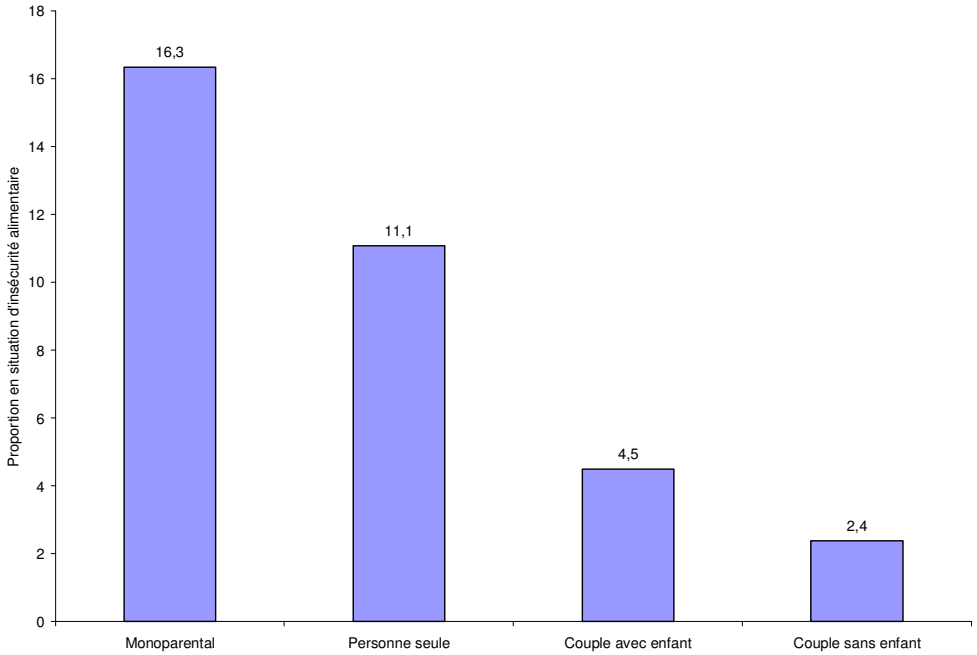
Pourquoi la monoparentalité est-elle un déterminant?

Les familles monoparentales vivent des contraintes financières plus importantes que les familles vivant en couple, et vivent plus souvent sous le seuil de faible revenu[15].

La prévalence de l'insécurité alimentaire varie aussi selon le type de ménage. Les personnes vivant dans une famille monoparentale sont plus nombreuses à être confrontées à l'insécurité alimentaire.

GRAPHIQUE D

Proportion de personnes de 12 ans et plus vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire selon le type de ménage, Québec, 2007-2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 4.1, 2007-2008).

[15] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2007), p. 48.

Le recensement de 2006 montre que 16 % des familles lavalloises sont de type monoparental, comme c'est le cas dans l'ensemble du Québec. Parmi les familles monoparentales, quatre sur cinq avaient à leur tête une femme. D'après les estimations, on dénombrait 18 600 familles monoparentales à Laval en 2010.

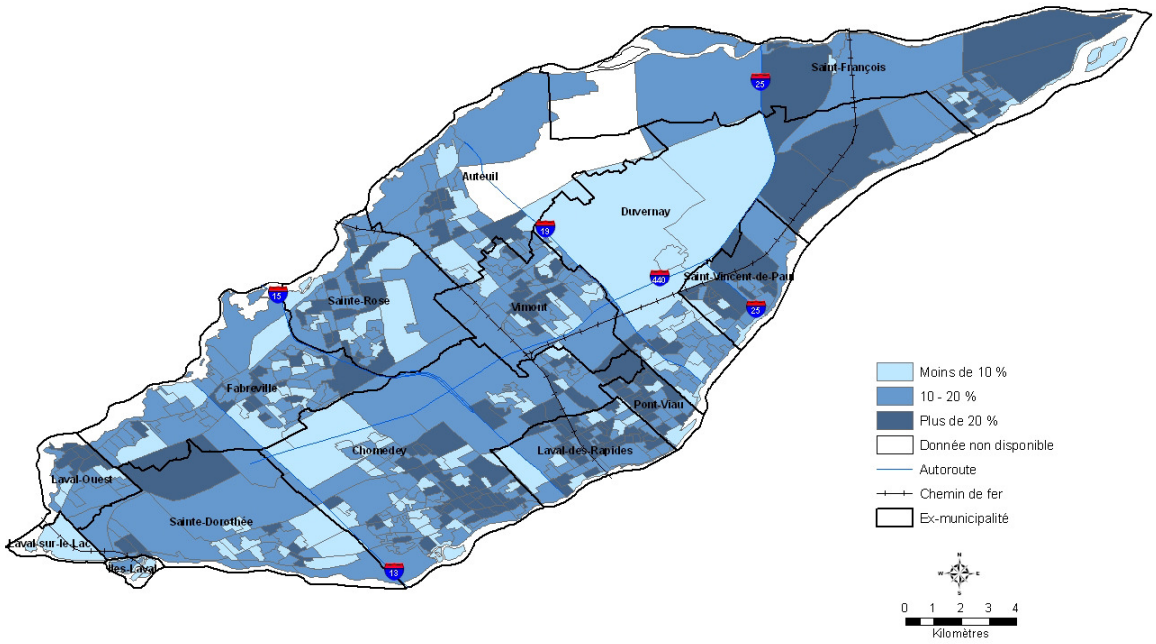
Le graphique D montre que les ménages formés d'un couple avec ou sans enfant sont moins confrontés à l'insécurité alimentaire que les personnes seules ou les familles monoparentales. Toutefois, comparativement aux couples sans enfant, les couples avec enfant sont davantage susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire (4,5 % contre 2,4 %).

Selon le recensement de 2006, 44 % des familles lavalloises comptaient au moins un enfant âgé de moins de 18 ans. En 2010, on estimait à 50 125 le nombre de familles lavalloises comprenant au moins un enfant mineur.

La carte C montre que les secteurs qui comptent les plus importantes proportions de familles monoparentales sont dispersés dans presque tous les quartiers de Laval.

CARTE C

Proportion de familles monoparentales par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

Les personnes vivant seules

Pourquoi le fait de vivre seul est-il un déterminant?

Les personnes qui vivent seules forment un groupe susceptible d'être affecté par la pauvreté. Elles doivent assumer seules le fardeau financier que représentent les différentes dépenses, dont le logement et les autres biens et services essentiels[16].

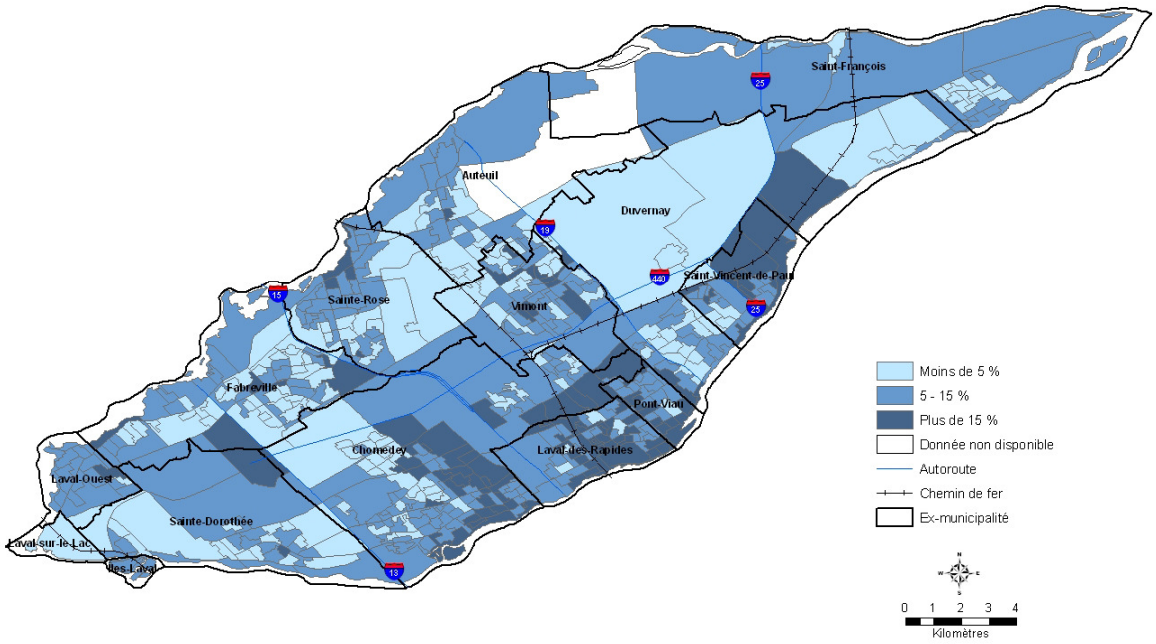
Les personnes vivant seules sont aussi nombreuses à être confrontées à l'insécurité alimentaire (11 %), comme le montre le graphique D.

D'après les données du recensement de 2006, un Lavallois sur dix vivait seul, comparativement à 13 % des Québécois. En 2010, le nombre de personnes vivant seules à Laval se situait à 39 620.

Les secteurs avec les plus fortes proportions de personnes seules sont surtout concentrés dans la zone comprise entre l'autoroute Laval (440) et la rivière des Prairies, comme le montre la carte D.

CARTE D

Proportion de personnes seules par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

Le recensement de 2006 montre que 20 % des Lavallois vivant seuls sont des personnes âgées de 75 ans et plus. Chez les femmes vivant seules, 26 % avaient 75 ans et plus en 2006.

[16] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2007), p. 50.

L'âge élevé

Pourquoi l'âge élevé est-il un déterminant?

Les personnes âgées deviennent vulnérables à l'insécurité alimentaire lorsque leurs revenus sont restreints, mais aussi lorsqu'elles deviennent incapables de se déplacer afin de se procurer de la nourriture. Les incapacités physiques peuvent causer des problèmes sur le plan de la préparation des repas. En perdant leur autonomie, ces personnes deviennent souvent dépendantes de leur réseau social, des ressources d'aide ou des services des résidences pour personnes âgées pour s'alimenter. Enfin, ces personnes hésitent souvent à demander de l'aide. Elles peuvent ainsi se retrouver en situation très précaire au niveau de leur alimentation[17].

Les résultats de l'ESCC (2007-2008) ne démontrent pas que les personnes âgées constituent un groupe à risque d'insécurité alimentaire. En effet, seulement 3 % des personnes âgées de 65 à 74 ans et 3 % des personnes de 75 ans et plus[18] vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire, comparativement à 7 % des personnes de 12 à 17 ans, 7 % des personnes de 18 à 44 ans et 6 % des personnes de 45 à 64 ans.

Cependant, l'ESCC ne permet de mesurer qu'une seule des dimensions de l'insécurité alimentaire : celle liée au revenu. Or, l'insécurité alimentaire n'est pas uniquement liée au revenu. Plusieurs autres facteurs, tels que la mauvaise santé, l'incapacité physique (non seulement pour l'approvisionnement, mais également pour la préparation des repas), la mobilité réduite, les problèmes de santé mentale et l'isolement, sont à considérer. De plus, la prévalence de la malnutrition chez les personnes âgées augmente à mesure que leurs capacités fonctionnelles diminuent[19].

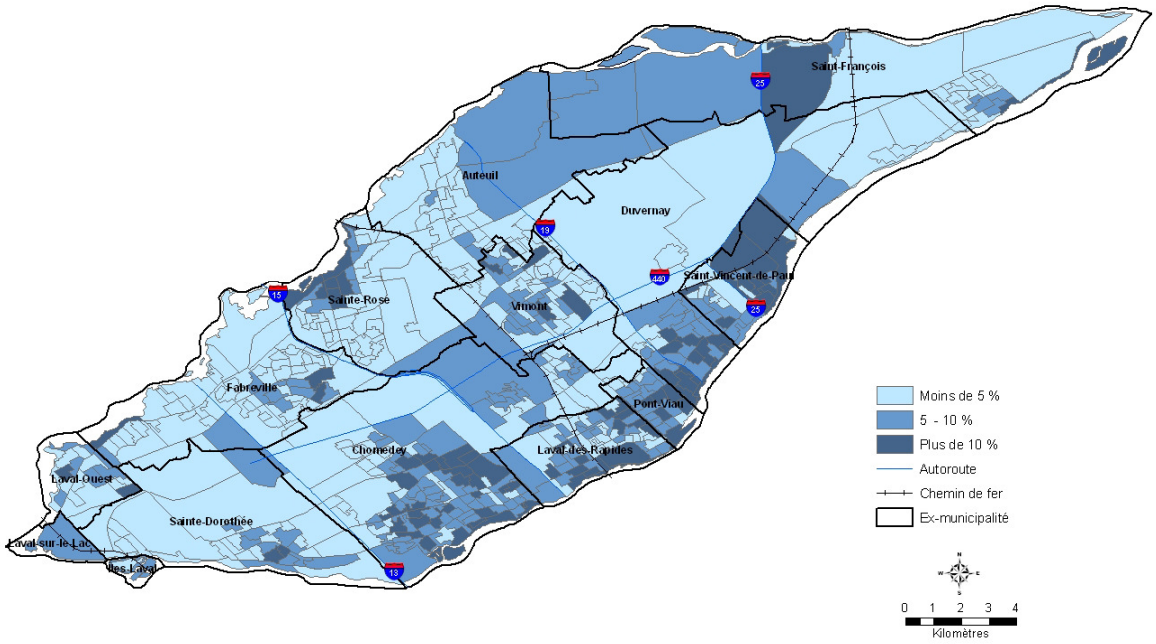
Bien qu'il soit moins accentué que dans le reste du Québec, le vieillissement constitue la principale tendance de la population lavalloise. En 2010, Laval comptait 82 930 personnes de 65 ans et plus, dont 27 706 de 75 ans et plus[20]. L'âge de 75 ans constitue un moment où des pertes physiques et cognitives peuvent s'observer plus rapidement; les personnes âgées de 75 ans et plus sont donc possiblement davantage susceptibles de vivre de l'insécurité alimentaire[21]. Au cours des prochaines décennies, le poids démographique des Lavallois très âgés ne cessera d'augmenter et, en 2031, on prévoit que plus d'un Lavallois sur dix sera âgé de 75 ans et plus. Laval comptera alors 53 991 personnes très âgées[22].

La carte ci-dessous nous permet de constater que les secteurs comptant une forte proportion de personnes âgées de 75 ans et plus se trouvent dans presque tous les quartiers de Laval, mais principalement dans Sainte-Rose et la partie sud de l'île de Laval, soit dans les quartiers Chomedey, Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Duvernay et Saint-Vincent-de-Paul.

[17] *Ibid.*, p. 51.
[18] Estimation marginale, à interpréter avec prudence.
[19] W.S. Wolfe et coll. (2003).
[20] Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (2010).
[21] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2010a).
[22] Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (2010).

CARTE E

Proportion de personnes de 75 ans et plus par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LA SITUATION DES PERSONNES ÂGÉES À LAVAL

Selon plusieurs acteurs du milieu, les personnes âgées constituent un groupe à risque d'insécurité alimentaire. En effet, l'isolement, les difficultés liées à la préparation des repas (souvent dues à des limitations physiques, psychologiques et motivationnelles), la forte médication et la difficulté de rejoindre les personnes âgées sont des problématiques bien réelles. En plus de pouvoir causer des problèmes de malnutrition chez les personnes âgées et d'entraîner un grand degré de vulnérabilité, ces aspects peuvent aussi rendre l'intervention complexe. Les intervenants soutiennent qu'il est également très difficile de joindre les personnes âgées qui vivent seules dans leur domicile et remarquent que plusieurs personnes âgées restent dans l'ombre malgré leurs difficultés.

Les intervenants signalent que plusieurs activités favorisant l'accessibilité des personnes âgées aux sources d'approvisionnement alimentaire sont offertes, comme le transport vers les épiceries et les popotes roulantes.

Selon eux, les difficultés relatives à l'accessibilité sont importantes étant donné que l'utilisation des transports en commun pour s'approvisionner peut être difficile, surtout lorsque des problèmes de mobilité sont présents. Les intervenants soutiennent que la demande pour bénéficier des services favorisant l'accessibilité est plus élevée que les ressources disponibles. Les acteurs du milieu ajoutent que la peur d'être jugé, que suscite la participation à une activité favorisant la sécurité alimentaire, est aussi un frein à l'aide pouvant être apportée aux personnes âgées vivant de l'isolement. Les convaincre de participer à ces activités et vaincre leurs réticences face aux changements constitue souvent un défi en soi.

Certains intervenants notent que le coût d'hébergement dans les résidences est souvent élevé, ce qui peut laisser aux personnes âgées peu d'argent pour la nourriture. Certains ont aussi remarqué que les menus de ces résidences, parfois imposés, ne répondent pas toujours aux besoins nutritionnels.

Les personnes immigrantes

Pourquoi l'immigration est-elle un déterminant?

L'insécurité alimentaire est plus fréquente chez les immigrants récents puisque ceux-ci sont plus nombreux à vivre sous le seuil de faible revenu. De plus, certains peuvent éprouver de la difficulté à nourrir leur famille parce qu'ils ne retrouvent pas les aliments qui leur sont familiers ou encore parce qu'ils sont trop chers[23].

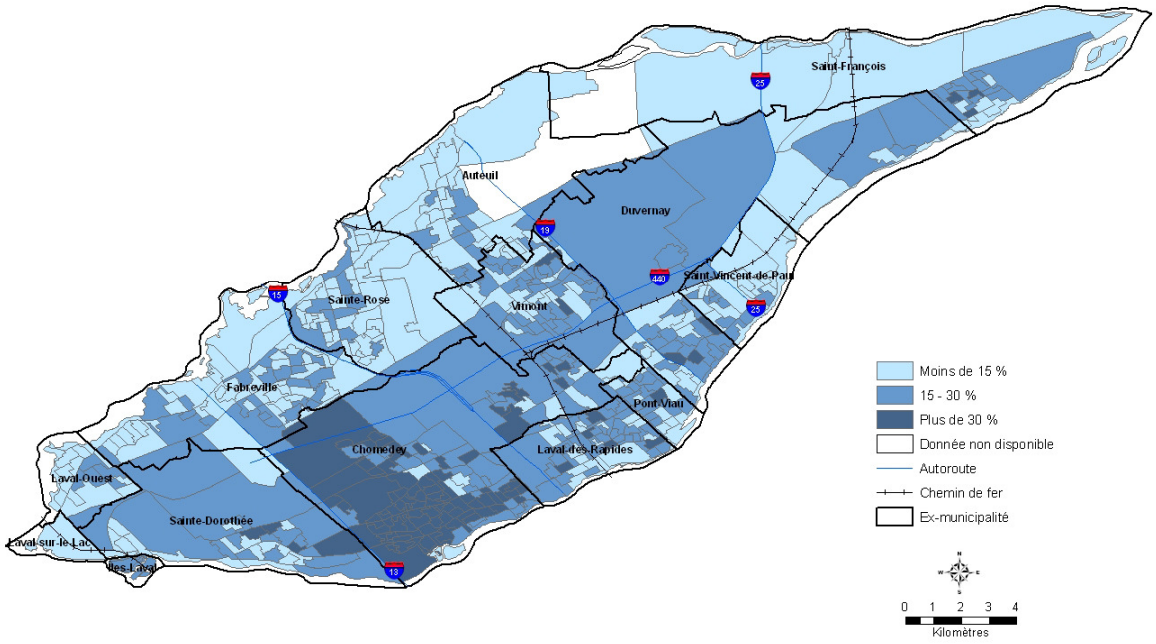
Les personnes immigrantes sont deux fois plus nombreuses à vivre dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire (11 %) que les non-immigrants (5 %). La situation est plus problématique chez les immigrants récents. Parmi ceux arrivés au Québec depuis moins de 10 ans, 13 % sont confrontés à l'insécurité alimentaire.

[23] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2007), p. 52.

Laval se classe au troisième rang des régions qui accueillent le plus d'immigrants internationaux admis au Québec, derrière Montréal et la Montérégie. Environ 6 % des immigrants récemment admis au Québec s'installent à Laval[24]. D'après les résultats du recensement de 2006, la proportion d'immigrants dans la population lavalloise (20 %) est presque le double que dans l'ensemble du Québec (11 %). En 2010, on estimait le nombre d'immigrants à Laval à 80 000.

Carte F

Proportion d'immigrants par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

Comme le démontre la carte F, les secteurs comptant les plus fortes proportions d'immigrants sont principalement concentrés à Chomedey. Les quartiers Sainte-Dorothée, Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Duvernay, Vimont et Saint-François comptent aussi des secteurs où vit une grande proportion de personnes immigrantes.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES PERSONNES IMMIGRANTES

Les intervenants remarquent que les immigrants fréquentent beaucoup les ressources visant à favoriser la sécurité alimentaire. Certains notent aussi que ces ressources sont souvent fréquentées de façon transitoire par les personnes issues de l'immigration. Ils déclarent en outre que la mixité culturelle est complexe à réaliser lors d'activités comme les cuisines collectives ou les jardins collectifs, puisque les différentes communautés ont des réalités distinctes et nécessitent des approches différentes. Toutefois, lorsque réussie, la mixité culturelle favorise un partage de connaissances qui s'avère très enrichissant pour les participants.

[24] Institut de la statistique du Québec (2009).

Le portrait de la population à risque d'insécurité alimentaire à Laval en bref…

L'analyse des données de l'ESCC a permis de mettre en lumière plusieurs facteurs liés à l'insécurité alimentaire : un faible revenu, un faible niveau de scolarité, la monoparentalité, le fait de vivre seul et le fait d'être immigrant. À ces facteurs s'est ajouté l'âge élevé, qui, bien que n'étant pas associé à la dimension économique de l'insécurité alimentaire (le revenu), est tout de même reconnu en tant que facteur de risque important.

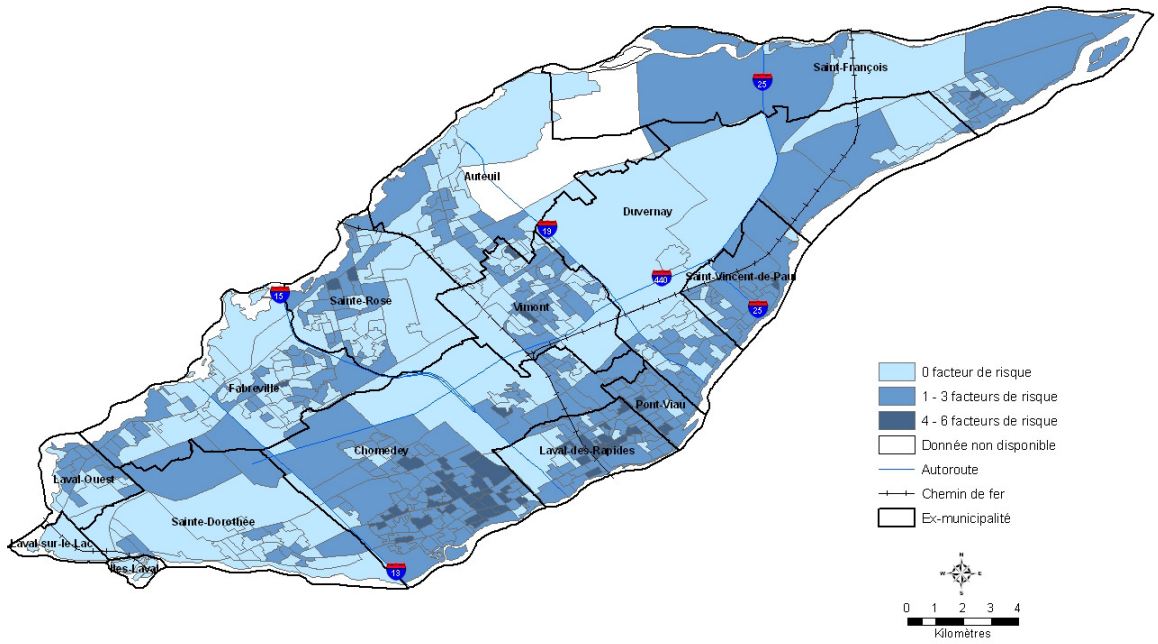
Se basant sur les données présentées dans les cartes A à F, la carte G présente les secteurs de Laval qui cumulent le plus de facteurs de risque d'insécurité alimentaire. Les secteurs retenus sont ceux qui présentent les plus fortes proportions de population, pour chacun des facteurs de risque :

- *Secteurs où 25 % et plus de la population est sous le seuil de faible revenu*
- *Secteurs où 20 % et plus de la population de 25-64 ans est sans diplôme d'études secondaires*
- *Secteurs où 20 % et plus des familles est monoparental*
- *Secteurs où 15 % et plus de la population vit seul*
- *Secteurs où 10 % et plus de la population est âgé de 75 ans et plus*
- *Secteurs où 30 % et plus de la population est immigrant*

La carte suivante montre que les secteurs comptant une grande proportion de population à risque d'insécurité alimentaire sont concentrés dans les quartiers Chomedey, Laval-des-Rapides, Pont-Viau et Saint-Vincent-de-Paul.

CARTE G

Concentration de la population à risque d'insécurité alimentaire par aire de diffusion, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.

2.5 Répercussions de la crise économique sur la sécurité alimentaire

Avec la crise économique mondiale des dernières années, les prix du marché ont bien sûr été perturbés. Malheureusement, les plus grandes hausses affectent souvent les produits essentiels, ne facilitant pas la gestion du budget serré d'une certaine proportion de la population. La crise économique a eu des effets majeurs sur les prix de l'alimentation.

2.5.1 Hausse de l'indice des prix à la consommation

Différentes statistiques font état de ces perturbations. On note les plus grandes augmentations entre les années 2007 et 2009. L'année 2010 a également connu des hausses, mais de moindre ampleur que les années antérieures. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) prévoient que les prochaines fluctuations devraient être plus modérées et rester en deçà des sommets atteints en 2007 et 2009.

En mai 2010, Statistique Canada nous apprenait que l'indice des prix à la consommation (IPC) avait connu une hausse de 1,4 % au cours de la dernière année. Six des huit composantes de l'indice avaient augmenté. Parmi les hausses les plus importantes figurent les coûts liés aux transports avec une hausse de 4,1 %, les coûts de santé et soins personnels, qui ont augmenté de 2,2 %, le logement avec 1,3 % et le coût des aliments avec 0,8 %. Les coûts de l'énergie et de l'essence ont également connu des hausses considérables avec des fluctuations respectives de 6,2 % et 6,9 %[25].

Ces augmentations ont été remarquées dans toutes les provinces canadiennes et, en 2010, le Québec se positionnait au sixième rang des plus hautes augmentations, avec 1,1 %, à égalité avec l'Alberta. C'est en 2009 que les hausses les plus importantes ont été observées. En effet, le Québec se positionnait au premier rang des hausses de l'IPC avec une augmentation de 4,9 %. Depuis 2008, on remarquait une augmentation de près de 6 % pour les produits laitiers, le thé, le café et les viandes. Les produits de boulangerie avaient quant à eux connu une hausse de 8,8 % et les poissons, de 9 %. Les plus grandes hausses étaient de 14 % pour les noix, de 18,1 % pour les fruits frais et de 25,8 % pour les légumes frais[26].

Le Bottin de la statistique de l'alimentation de 2008 expose certaines données sur les habitudes de dépense de la population. «De 1996 à 2006, la proportion du budget consacrée à l'alimentation au Québec a varié de 13,2 % à 12,3 %. Ce pourcentage est l'un des plus élevés au Canada, où le consommateur moyen a dépensé entre 10 % et 10,7 % de son budget pour se nourrir[27].»

Le Dispensaire diététique de Montréal a élaboré un indice du panier à provisions nutritif. Il est basé sur la liste d'achats hebdomadaires et indique le coût minimal par personne, par jour, d'un régime nutritif. Il est calculé en fonction d'une famille de deux adultes et deux enfants.

Tableau A : Coût minimum du panier à provisions nutritif, Montréal, 1996, 2006 et 2010

Année	Coût minimum par personne par jour (famille de quatre)	Coût minimum pour une personne seule (ajout de 20 %)
1996	3,96 $	4,75 $
2006	5,95 $	7,14 $
2010	7,06 $	8,47 $

Source : Coût minimum du panier à provision nutritif, Dispensaire diététique de Montréal, 1996, 2006 et 2010.

[25] Statistique Canada (2010).
[26] *Ibid.*
[27] Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2008), p. 15.

Comme les données du tableau A le montrent, les coûts liés à l'alimentation ont augmenté de 50 % entre 1996 et 2006. Depuis les quatre dernières années, soit depuis la crise économique, les coûts ont augmenté de 19%. Concrètement, voici ce que ces hausses peuvent représenter en matière de dépenses hebdomadaires.

TABLEAU B : Dépenses hebdomadaires selon le coût minimum du panier à provisions nutritif, Montréal, 2006, 2010

Dépenses minimum hebdomadaires en 2006 (famille de quatre)	Dépenses minimum hebdomadaires en 2010 (famille de quatre)	
166,60$	197,68 $	Hausse de 19 %
Dépense moyenne hebdomadaire en 2006 (pour une personne seule)	Dépense moyenne hebdomadaire en 2010 (pour une personne seule)	
49,98 $	59,29 $	

Source : Calculs effectués à partir du *Coût minimum du panier à provision nutritif* , Dispensaire diététique de Montréal, 2006, 2010.

À l'échelle locale, ces nombreuses augmentations de prix ont des répercussions importantes sur le budget de la population lavalloise, particulièrement chez les personnes à faible revenu. En effet, leur pouvoir d'achat est diminué par ces hausses de prix, et l'alimentation étant un des seuls postes budgétaires compressibles, leur sécurité alimentaire s'en voit compromise. En six mois (avril à octobre 2009), l'ACEF de l'Île Jésus a offert 118 consultations budgétaires, soit presque autant que les 130 consultations de 2008. Quelque 20 % des Lavallois rencontrés par l'ACEF sont endettés de 30 000 $ et plus.[28]

Selon la Fédération Laval, Laurentides, Lanaudière des OSBL d'habitation, en 2009, 36,6 % de l'ensemble des locataires lavallois, soit plus de 16 000 Lavallois, étaient considérés comme en situation de besoins impérieux[29]. Cette appellation comprend tous ceux devant consacrer plus de 30 % de leur revenu à leur loyer et aux frais de chauffage et d'électricité, qui occupent un logement trop restreint pour le nombre d'occupants ou qui demeurent dans un logement nécessitant des réparations. La Corporation de développement communautaire (CDC) de Laval ajoute que 16,7 % d'entre eux, soit 7 400 ménages lavallois, se voient dans l'obligation d'allouer plus de 50 % de leurs revenus au logement. Les options de rechange, comme les habitations à loyer modique (HLM), les programmes de subvention au logement, les organismes sans but lucratif (OSBL) ou les coopératives d'habitation, apparaissent comme des solutions intéressantes. On compte environ 4 500 unités présentement à Laval, ce qui ne répond pas à l'ensemble des besoins. Les populations les plus vulnérables étant aux prises avec des problèmes liés au logement sont les familles monoparentales, les personnes âgées et les personnes immigrantes[30].

Avec ces hausses du coût de la vie, on peut supposer que la partie restante du budget de ces ménages attribuée à l'alimentation est de plus en plus limitée.

[28] M. Tison (2009).
[29] S. St-Amour (2009).
[30] *Ibid.*

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES LAVALLOIS

Les intervenants remarquent que la crise économique a eu des répercussions importantes sur une certaine proportion de leur clientèle, amenant des revirements de situation inattendus pour certaines personnes, comme de grandes baisses de revenus.

Depuis quelques années, ils perçoivent les effets concrets de la crise économique sur différents aspects comme le niveau d'endettement élevé. Ils affirment également que les demandes d'aide alimentaire augmentent, et ce, surtout depuis 2009.

2.5.2 Choix de consommation et habitudes alimentaires des familles à faible revenu

Pour les personnes à faible revenu, le manque d'argent peut mener à se nourrir de façon insuffisante, mais peut également conduire à modifier ses choix alimentaires en se privant d'aliments plus coûteux, comme les fruits et les légumes frais. Cette privation sur le plan des choix d'aliments santé peut amener à une diminution de la qualité du régime nutritionnel[31]. Il est reconnu que les personnes vivant dans un ménage à faible revenu consomment moins de fruits et légumes que celles vivant dans un ménage dont le revenu est plus élevé[32]. On peut penser que les augmentations de prix considérables démontrées dans la section précédente ont eu plusieurs répercussions sur l'alimentation de la population à faible revenu, qui s'est probablement vue dans l'obligation de changer ses habitudes alimentaires.

Une étude menée en 2009 par le Dispensaire diététique de Montréal, en collaboration avec la Direction de santé publique de Montréal, révèle des éléments intéressants relatifs aux habitudes alimentaires des personnes à faible revenu. Les principaux objectifs de cette démarche étaient :

- De connaître les habitudes d'achat, de consommation et de préparation des aliments des familles à faible revenu;

- De déterminer des éléments qui pourront faire partie des stratégies efficaces afin de sensibiliser les familles à faible revenu à l'importance d'adopter des habitudes alimentaires saines et afin de les inciter à le faire.

Huit groupes de discussion ont été formés, en 2 phases, avec un total de 65 participants. Six groupes, composés de personnes à faible revenu responsables des achats et de la préparation des repas dans leur famille, ont d'abord été formés au cours de la première phase. Deux groupes ont ensuite été ajoutés (phase 2), composés de personnes à faible revenu remplissant un critère additionnel : « ne pas cuisiner beaucoup » ou « ne pas être à l'aise de le faire ». Parmi les conclusions de cette démarche, certaines sont intéressantes :

- Les organismes d'entraide sont peu fréquentés par les participants, principalement parce qu'ils sont peu connus.

- Les participants de la phase 1 cuisinent régulièrement et à partir d'aliments de base.

- Les participants de la phase 2 consomment davantage de mets préparés et doivent dépenser beaucoup plus pour leur nourriture que les participants de la phase 1.

[31] E. Allen Jr. et coll. (2005).
[32] C. Blanchet et coll. (2009).

- L'achat de produits de marque maison est l'astuce la plus utilisée par les participants.

- Chez les participants de la phase 1, les enfants exercent une influence sur leurs parents et insistent pour que ceux-ci achètent des aliments sains, ainsi qu'ils l'ont appris à l'école.

- Recevoir de l'information gratuite, de façon régulière et facilement accessible (ex. : Internet, par la poste), constitue une stratégie privilégiée par les participants, contrairement aux activités demandant temps, argent et déplacement.

Ces constats permettent de voir que les familles à faible revenu ne constituent pas un groupe homogène et soulignent l'importance de travailler sur plusieurs fronts[33].

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES CHOIX DE CONSOMMATION DE LA POPULATION

Certains intervenants remarquent que les enfants influencent le panier d'épicerie de leurs parents et qu'ils sont porteurs de changements dans leur famille. Ils soutiennent que la promotion des saines habitudes de vie à l'école contribue à amener des changements bénéfiques sur le plan de l'alimentation dans les familles qui fréquentent leurs ressources.

Les intervenants précisent que l'on assiste à un certain virage santé de la société. L'intérêt pour la saine alimentation semble être plus présent. Avec les nombreuses campagnes de promotion des saines habitudes de vie, avoir une mauvaise alimentation peut être mal perçu. Toutefois, ils soutiennent que la publicité entourant la « malbouffe » semble avoir plus d'influence sur les jeunes que les messages sur la saine alimentation. Ils remarquent qu'à l'adolescence, les jeunes sont davantage portés vers les mets préparés, qui sont souvent de moins bonne qualité nutritionnelle. Ils affirment que beaucoup de travail reste à faire en matière d'éducation de la population, tout particulièrement chez les jeunes, pour développer et maintenir l'intérêt pour la saine alimentation.

2.5.3 De nouvelles clientèles aux ressources d'aide alimentaire

Dans un article paru dans La Presse, Centraide du Grand Montréal expliquait qu'en 2009, les 360 organismes qu'elle soutient répondaient maintenant à de nouvelles clientèles. En effet, les familles de classe moyenne aux prises avec d'importants problèmes financiers dus au contexte économique se voient dorénavant dans l'obligation de demander de l'aide[34].

[33] Dispensaire diététique de Montréal et Direction de santé publique de Montréal (2009).
[34] M. Tison (2009).

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR L'APPARITION DE NOUVELLES CLIENTÈLES AUX RESSOURCES D'AIDE ALIMENTAIRE

Les acteurs du milieu remarquent de plus en plus l'apparition de ces nouvelles clientèles, qui sont des petits salariés sous le seuil de faible revenu confrontés à des taux élevés d'endettement. Ils rapportent que les personnes ayant récemment perdu leur emploi sont aussi très présentes dans leurs services de dépannage alimentaire.

Certains intervenants constatent que plusieurs personnes de 50 ans et plus, souvent propriétaires, se sont retrouvées au chômage. Aux dires des intervenants, le niveau d'endettement de leur clientèle est un problème important.

Les répercussions de la crise économique en bref…

La crise économique a occasionné des hausses de prix pour les biens essentiels (transport, soins de santé, logement et alimentation), et les plus importantes hausses ont été remarquées en 2009. Concrètement, selon le Dispensaire diététique de Montréal, les coûts liés à l'alimentation ont augmenté de 19 % entre 2006 et 2010.

La proportion de plus en plus importante du revenu des ménages devant être consacrée au logement et le problème de l'endettement individuel sont également des facteurs susceptibles de perturber la sécurité alimentaire des familles à faible revenu (l'alimentation étant l'un des seuls postes budgétaires compressibles).

Les partenaires remarquent que la crise économique a également occasionné l'apparition de nouvelles clientèles dans les ressources d'aide alimentaire.

2.6 Évolution de l'offre alimentaire

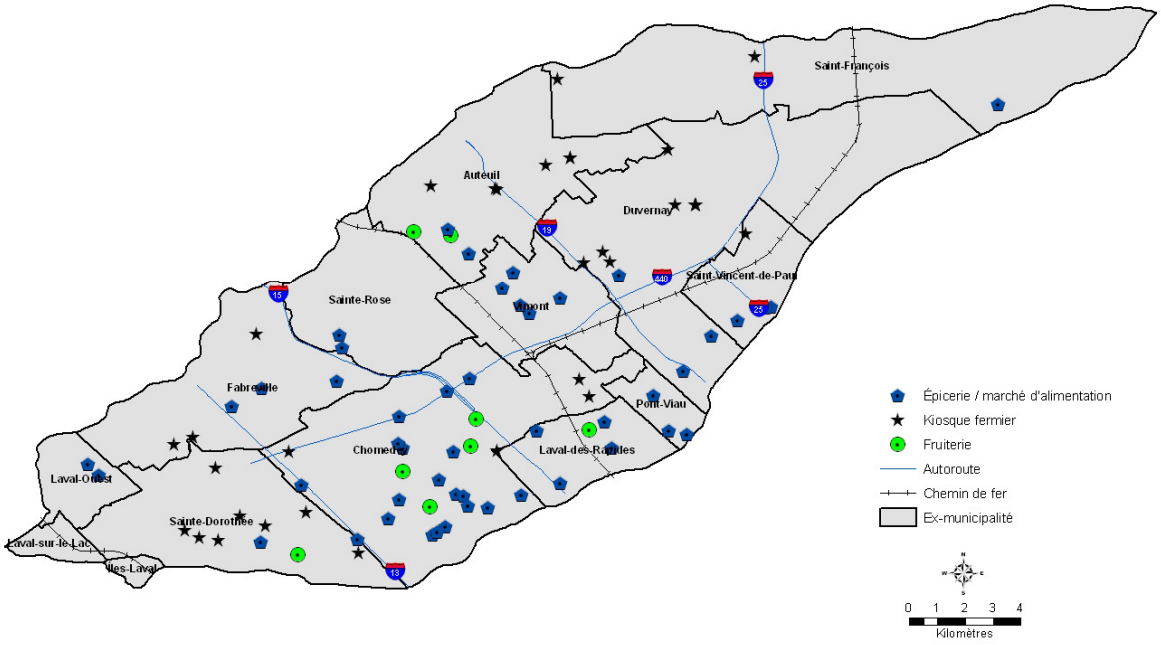
Au Québec, comme ailleurs au Canada, 70 % de la distribution de produits alimentaires est assumée par trois grands acteurs, soit Loblaws-Provigo, Sobeys-IGA et Métro. À Laval, d'après les données recueillies par le CASAL, c'est presque le même pourcentage, soit 69 %. Récemment, on a noté l'arrivée de nouveaux joueurs dans le domaine de la distribution alimentaire, partout au pays. En effet, les produits d'épicerie ne se trouvent plus exclusivement dans les marchés d'alimentation, mais maintenant dans différents magasins à grande surface comme Walmart et Zellers, des pharmacies, des dépanneurs et autres. Ces distributeurs non traditionnels gagnent de plus en plus de parts de marché[35]. En 2011, le géant Walmart prévoit d'ailleurs transformer deux de ses succursales lavalloises en Supercentres, grâce à l'ajout de surfaces entièrement consacrées à l'alimentation. Les consommateurs pourront donc y trouver l'ensemble des produits d'épicerie, fruits et légumes frais y compris, ce qui pourrait modifier les habitudes de nombreux consommateurs lavallois.

[35] Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2008), p. 37.

D'ici là, afin d'analyser l'évolution de l'offre alimentaire à Laval, nous avons répertorié les épiceries, fruiteries et kiosques fermiers. Notre répertoire exclut volontairement les distributeurs alimentaires non traditionnels tels que les magasins à grande surface comme Walmart, Zellers et autres, les pharmacies et les dépanneurs, car leur offre n'assure qu'une alimentation partielle. Les restaurants ont également été exclus, car ils ne permettent pas d'assurer une alimentation équilibrée à prix abordable, sur une base quotidienne.

CARTE H

Épiceries, fruiteries et kiosques fermiers, Laval, 2010



Source : Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, Répertoire de la disponibilité alimentaire, mise à jour juillet 2010.

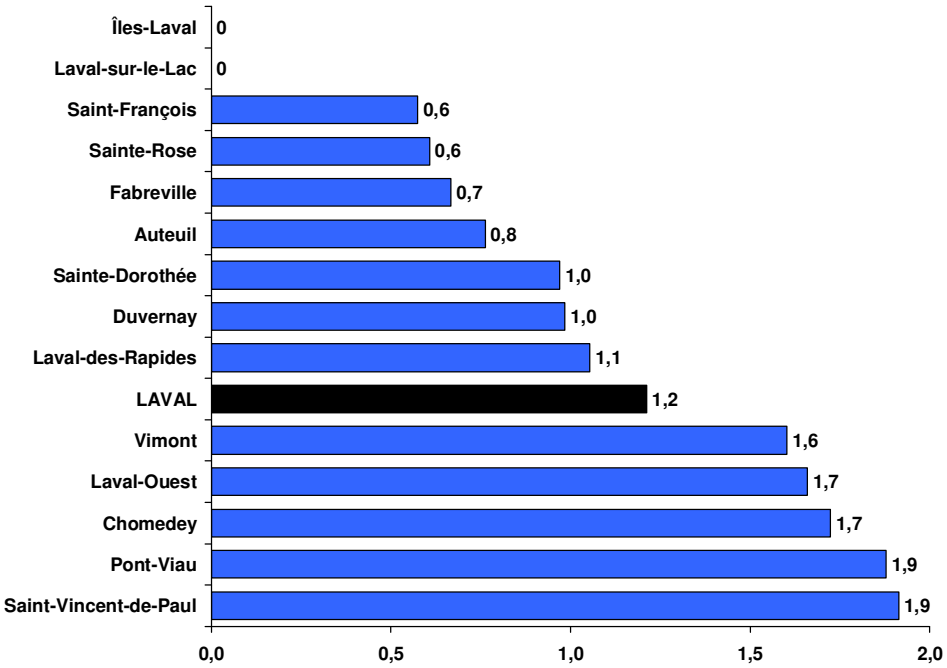
En 2006, 44 épiceries, 10 fruiteries et 59 kiosques fermiers avaient été répertoriés sur l'ensemble du territoire lavallois. En 2010, Laval comptait 48 épiceries, 8 fruiteries et 31 kiosques fermiers[36]. Mis à part les kiosques fermiers, l'offre est donc sensiblement la même.

Le quartier bénéficiant de la plus importante offre alimentaire est Chomedey, qui compte 17 épiceries. La forte concentration d'immigrants dans ce quartier peut expliquer cette importance de l'offre alimentaire ou à tout le moins sa diversité. On y trouve en effet plusieurs épiceries à saveur internationale, comme l'Épicerie Marhaba, le Marché Oriental Sena, le Supermarché Mourelatos et d'autres encore. C'est aussi le quartier où l'on dénombre le plus d'habitants (98 611 habitants en 2010)[37]. On y compte par ailleurs 1,7 épicerie par tranche de 10 000 habitants. C'est donc l'un des quartiers qui présente la plus forte densité de l'offre alimentaire, derrière les quartiers Pont-Viau et Saint-Vincent-de-Paul, qui comptent chacun seulement 3 épiceries, mais qui sont beaucoup moins populeux. Le graphique suivant présente le nombre d'épiceries par tranche de 10 000 habitants, selon les différents quartiers de Laval.

[36] Les annexes B et C présentent les listes de ces commerces.
[37] Projections effectuées par la Direction de santé publique de Laval à partir des résultats du recensement de 2006.

GRAPHIQUE E

Densité de l'offre alimentaire (nombre d'épiceries pour 10 000 habitants selon le quartier), Laval, 2010



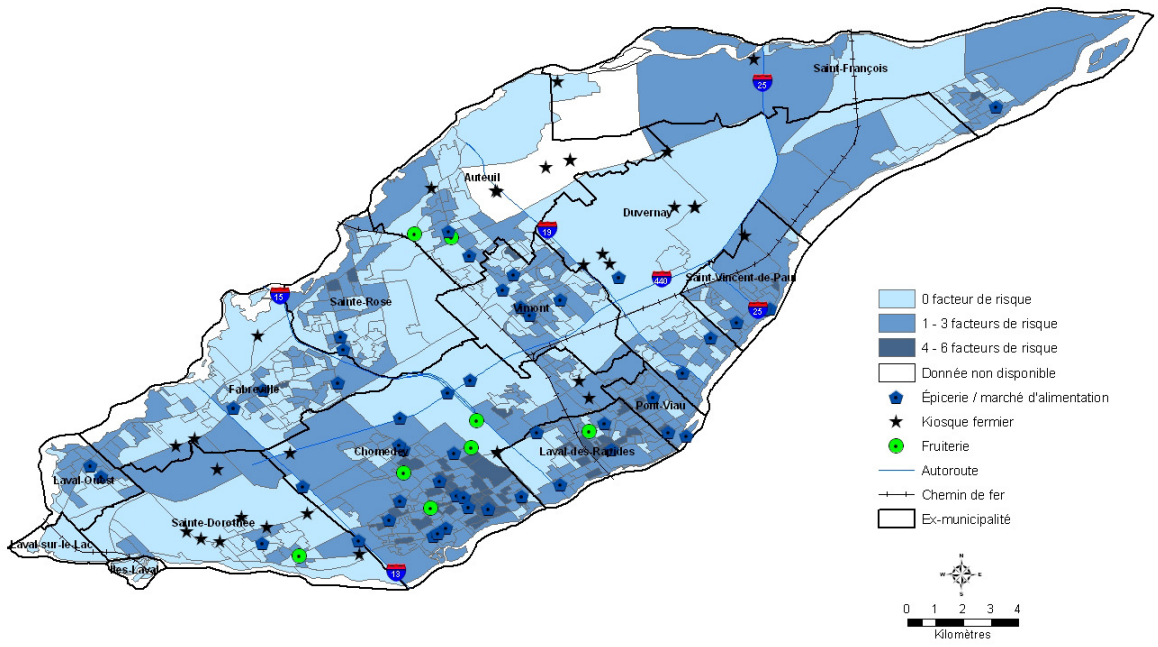
Source : Projections de population réalisée effectuées par la DSP Direction de santé publique de Laval à partir du recensement de la population de 2006. Répertoire de la disponibilité alimentaire du Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, mise à jour 2010.

Selon le graphique E, les quartiers où l'on dénombre le moins d'épiceries par tranche de 10 000 habitants sont les quartiers Saint-François, Sainte-Rose et Fabreville[38]. Les quartiers qui comptent le plus d'épiceries par tranche de 10 000 habitants sont les quartiers Pont-Viau, Saint-Vincent-de-Paul, Laval-Ouest et bien sûr Chomedey. La carte I permet de visualiser l'offre alimentaire et les secteurs de Laval qui cumulent les plus importantes proportions de population à risque d'insécurité alimentaire.

[38] Îles-Laval et Laval-sur-le-Lac ne comptent aucune épicerie mais ces zones résidentielles comptent chacune moins de 1000 habitants. En outre, les revenus moyens de ces zones résidentielles sont les plus élevés de Laval, selon les données du recensement 2006. Nous les avons donc exclues de notre analyse.

CARTE I

Épiceries, fruiteries et kiosques fermiers (2010) jumelés aux facteurs de risque d'insécurité alimentaire, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.
Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, Répertoire de la disponibilité alimentaire, mise à jour juillet 2010.

Les cartes H et I permettent également de voir l'offre en provenance du milieu agricole. Lorsque la saison permet aux agriculteurs lavallois d'offrir leurs récoltes à la population, l'offre alimentaire régionale s'en trouve grandement bonifiée. Il est cependant important de noter que, dans le cadre de cette analyse, nous n'avons pas mis l'accent sur ce type de commerce d'alimentation, puisque les kiosques fermiers sont saisonniers et qu'ils ne permettent pas de combler l'ensemble des besoins alimentaires des individus. Cette dernière précision vaut également pour les fruiteries, dont l'offre alimentaire est partielle bien que non saisonnière.

La carte I permet de constater que les secteurs où les plus fortes proportions de population à risque d'insécurité alimentaire sont surtout concentrées sont dans les quartiers Chomedey et Laval-des-Rapides. Or, ce sont des quartiers qui bénéficient d'une offre alimentaire somme toute assez importante.

Les quartiers où l'on dénombre le moins d'épiceries par tranche de 10 000 habitants, soit les quartiers Saint-François, Sainte-Rose et Fabreville, comptent tout de même quelques secteurs qui renferment une importante proportion de population à risque d'insécurité alimentaire. Dans ces quartiers, l'accessibilité aux marchés d'alimentation est certainement un enjeu important pour un grand nombre de Lavallois.

Bien entendu, le fait de vivre à proximité d'un marché d'alimentation ne garantit pas à lui seul la sécurité alimentaire des ménages, car encore faut-il que ces derniers soient en mesure de se procurer les denrées nécessaires, sur le plan financier.

Un constat global vaut pour l'ensemble de l'île. Considérant l'étendue du territoire et la dispersion des zones habitées, peu de résidents de Laval ont en fin de compte accès à un marché d'alimentation à distance de marche de leur domicile. L'urbanisation de Laval est semblable à celle d'autres banlieues nord-américaines des années 1950 et 1960, basée sur le développement de quartiers résidentiels reliés par de grands axes routiers. Les commerces de proximité y sont peu présents et le transport apparaît comme une ressource essentielle à la mobilité quotidienne[39]. Ainsi, le fait de posséder un véhicule favorise grandement l'accès aux marchés d'alimentation. Bien sûr, les Lavallois peuvent compter sur un vaste réseau de transport en commun, mais les sacs d'épicerie peuvent s'avérer encombrants et leur transport, physiquement éprouvant, particulièrement pour les personnes âgées et les mères accompagnées de leurs jeunes enfants.

Les personnes qui ne possèdent pas de véhicule sont donc davantage susceptibles de devoir multiplier les allers-retours à pied ou en transport en commun vers les marchés d'alimentation. Cette situation peut malheureusement conduire certaines personnes à s'approvisionner dans d'autres types de commerces, tels que les dépanneurs.

Pour attirer davantage de clientèle, plusieurs marchés d'alimentation offrent un service de livraison à domicile, ce qui facilite certainement l'approvisionnement en nourriture d'un grand nombre de Lavallois. En juillet 2010, le CASAL a mis à jour, par téléphone, les données sur les services de livraison offerts par les commerces d'alimentation de son répertoire[40]. Entre le mois d'août 2009 et le mois de juillet 2010, 9 % des 56 épiceries et fruiteries répertoriés ont augmenté leurs tarifs de livraison. Seul 3,6 % des commerçants ont diminué leurs tarifs. Cette mise à jour a permis de constater que 14,5 % des commerces ont bonifié leur offre de service (ajout de journées de livraison, d'heures où le service est offert ou ajout d'une offre de service par téléphone ou Internet). La même proportion des commerces (14,5 %) ont au contraire diminué l'étendue de leur offre de services.

Parmi les 31 commerces qui offraient la livraison en 2010, 26 offraient aussi le service de commande par téléphone. Les tarifs de livraison variaient entre 1 $ et 8 $ (ce dernier montant incluant l'assemblage de la commande dans le cas d'une commande téléphonique), sept commerces offraient la livraison gratuite à toute leur clientèle (montant minimal exigé ou non), six commerces offraient la livraison gratuite pour les aînés et quatre commerces offraient quant à eux un rabais sur la livraison aux aînés. Il ne faudrait cependant pas croire que les services de livraison et de commande téléphonique suffisent à résoudre les problèmes d'accessibilité des résidents lavallois. Certes, il s'agit d'une solution utile pour certains d'entre eux, mais, pour les moins nantis, les tarifs peuvent demeurer un obstacle.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR L'OFFRE ALIMENTAIRE À LAVAL

Les intervenants soutiennent que l'accessibilité à l'offre alimentaire demeure une question très importante lorsque l'on parle de sécurité alimentaire. Ils constatent que les milieux défavorisés ne sont pas toujours bien desservis à cet égard. Plusieurs remarquent que l'accès aux épiceries est difficile par les transports en commun.

Des intervenants soutiennent que certaines personnes se voient souvent dans l'obligation de faire leur épicerie dans les dépanneurs, où l'offre alimentaire est souvent restreinte et plus dispendieuse. De plus, ils constatent que les sources d'approvisionnement s'éloignent des quartiers résidentiels, rendant ainsi l'accès plus difficile.

[39] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2009), p. 17.
[40] Le répertoire des commerces d'alimentation du CASAL est disponible sur son site Web, dans la section « Kiosques et commerces » : www.securitealimentairelaval.org.

L'évolution de l'offre alimentaire en bref…

En 2010, 48 épiceries et marchés d'alimentation, 8 fruiteries et 31 kiosques fermiers ont été répertoriés sur l'ensemble du territoire lavallois.

Les quartiers qui comptent le moins d'épiceries par tranche de 10 000 habitants sont les quartiers Saint-François, Sainte-Rose, Fabreville et Auteuil. Les quartiers qui comptent le plus d'épiceries par tranche de 10 000 habitants sont les quartiers Pont-Viau, Saint-Vincent-de-Paul, Chomedey et Laval-Ouest.

Considérant l'étendue du territoire et la dispersion des zones habitées, peu de résidents lavallois ont accès à un marché d'alimentation à distance de marche de leur domicile. Dans un tel contexte, le fait de posséder un véhicule constitue un important avantage. Les services de livraison offerts par les épiceries facilitent certainement l'approvisionnement d'un grand nombre de Lavallois, mais tous les commerces n'offrent pas ces services.

3. ÉTAT DE LA CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL

3.1 Le Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL)

3.1.1 Rôle et historique

Né d'un besoin ressenti et partagé par les acteurs lavallois de se concerter et d'agir ensemble pour favoriser la sécurité alimentaire de la population lavalloise, le Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL) a été mis sur pied en 2006. Il s'agit d'un comité intersectoriel initié par la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval qui regroupe des représentants de divers milieux tels que les milieux communautaire, de la santé, scolaire, municipal, agricole et caritatif. Il a pour mandats de favoriser et de promouvoir la sécurité alimentaire sur le territoire de Laval.

Depuis la création du Comité, plusieurs intervenants lavallois se sont joints à ses travaux. En 2010, le CASAL comptait 24 membres actifs et mobilisait également plusieurs autres partenaires par l'entremise de ses différentes activités.

3.1.2 Réalisations

Depuis 2006, les membres du CASAL se sont activement engagés dans une démarche d'analyse et de réflexion sur la situation de la sécurité alimentaire à Laval. Par ailleurs, nous comptons parmi les premiers achèvements du CASAL le tout premier état de situation en sécurité alimentaire à Laval (2006) paru en janvier 2007. Par la suite, un colloque lavallois sur la sécurité alimentaire a été organisé. Cet événement, qui a réuni près de 200 personnes, a permis au CASAL d'énoncer des orientations régionales qui correspondaient aux besoins identifiés en 2007. À la suite de cette réflexion, le CASAL a pu élaborer un premier plan d'action qui s'est échelonné sur trois ans. Alors que se poursuivaient les phases de collecte d'information et de réflexion, ce plan a mené à la mobilisation intersectorielle et à la mise sur pied de mesures concrètes favorisant une meilleure sécurité alimentaire dans la région. Au cours de l'année 2007, le CASAL a consolidé son mode de fonctionnement en créant trois tables de travail, chacune traitant d'une orientation particulière, soit l'accessibilité, les habiletés et connaissances et l'achat local[41].

Depuis sa création, le Comité a soutenu le déploiement de différents projets dans la région, tels que la mise sur pied d'une équipe volante offrant des ateliers de formation pour les cuisines collectives, l'implantation du programme Bonne Boîte Bonne Bouffe et un projet pilote de jardins collectifs. Le CASAL a aussi soutenu la planification d'un projet de formation visant à outiller en matière de connaissances alimentaires les intervenants communautaires œuvrant auprès d'une clientèle âgée de 17 à 30 ans, pour qu'ils puissent mieux transmettre leurs connaissances à leur clientèle. En plus de ces démarches, le CASAL a poursuivi ses actions liées à la promotion de la sécurité alimentaire à Laval en produisant différents outils de communication (bulletins d'information, site Web, etc.) et en étant présent lors de différents événements régionaux et nationaux.

À la suite de l'achèvement de ce premier plan d'action, les membres ont mentionné l'intérêt de faire un état de situation plus actuel permettant de mettre en lumière les besoins de la population et du milieu en 2010. Un prochain plan d'action pourra ensuite être élaboré, à partir des constats effectués.

Pour le maintien des activités en cours, tout comme pour la réalisation de projets futurs, la participation active des membres reste primordiale et constitue une des plus grandes forces du CASAL.

[41] CASAL (2008), p. 1

3.1.3 Les activités du CASAL au cours des dernières années

Le CASAL a produit et diffusé différents outils de communication destinés aux partenaires lavallois ou aux citoyens :

- Bulletins d'information *De l'Assiette à l'Action* (huit éditions numéros publiées jusqu'à maintenant, envoyées à une centaine de personnes qui sont des acteurs en sécurité alimentaire à Laval);
- Site Web www.securitealimentairelaval.org contenant une multitude d'informations sur les projets en cours, la problématique de la sécurité alimentaire, ainsi que plusieurs références.

Le CASAL a produit plusieurs publications et documents de référence pour les intervenants lavallois en sécurité alimentaire :

- État de situation de la sécurité alimentaire à Laval 2006 (2007);
- Plan d'action en sécurité alimentaire 2007-2009 (2007);
- Répertoire des ressources en sécurité alimentaire de Laval (2007 et mise à jour en 2009);
- Carte régionale de la disponibilité alimentaire à Laval (2007);
- Répertoire des commerces d'alimentation et des services de livraison (disponible sur le site Web du CASAL) (2008, 2009 et 2010);
- La réalité des cuisines collectives à Laval (2008);
- Rapport d'activités 2007-2008;
- Rapport d'activités 2008-2009;
- Rapport d'activités 2009-2010;
- Cahier de formation Bien manger sans se ruiner! Outils pour favoriser la sécurité alimentaire des 17-30 ans (2010).

De plus, il a organisé plusieurs événements faisant la promotion de la sécurité alimentaire et favorisant la concertation régionale :

- Colloque lavallois en sécurité alimentaire « S'unir pour offrir une alimentation suffisante, saine, accessible et durable » (2007);
- Matinées biannuelles en sécurité alimentaire (cinq éditions jusqu'à maintenant).

Le CASAL effectue des activités de représentation auprès de différentes tables de concertation régionales, d'événements citoyens, etc. :

- Regroupements locaux de partenaires de Québec en Forme (QEF);
- Comité des cuisines collectives de Laval;
- Coalition pour l'avancement de l'agriculture urbaine et périurbaine;
- Comité aviseur Bonne Boîte Bonne Bouffe à Laval;
- Forum social de Laval : participation à l'atelier-chantier sur la sécurité alimentaire à Laval et création de l'atelier «Se nourrir à Laval : alternatives pour favoriser la sécurité alimentaire».

3.2 Autres instances de concertation touchant à la sécurité alimentaire à Laval

À Laval, la seule instance de concertation ayant pour mission centrale de favoriser et de promouvoir la sécurité alimentaire est le CASAL. Toutefois, plusieurs instances de concertation régionales et locales ont également intégré cette préoccupation à leur agenda. En 2010, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval a recensé les instances de concertation qui placent la sécurité alimentaire parmi leurs diverses préoccupations[42].

3.2.1 Instances de concertation régionales

- Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL);
- Table locale pour le retour et le maintien en formation des 15-24 ans;
- Comité régional sur le logement social avec soutien;
- Comité lavallois en abus et violence envers les aînés;
- Association des popotes roulantes de Laval – comité d'harmonisation;
- Table régionale de concertation des aînés de Laval;
- Entente régionale pour la mise en œuvre du programme AVEC;
- Entente spécifique sur l'adaptation des services et des infrastructures pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées de la région de Laval;
- Entente de partenariat pour l'amélioration de la santé globale par la promotion et la prévention, par l'adoption et le développement des saines habitudes de vie et par l'accessibilité aux services.

3.2.2 Instances de concertation locales

- Comité de développement local de Chomedey;
- Table de concertation locale de soutien à domicile du CLSC Sainte-Rose;
- Table de concertation des organismes du territoire des Mille-Îles œuvrant au soutien à domicile;
- Les festivités de l'Ouest;
- Entente de partenariat sur la revitalisation urbaine intégrée (RUI Chomedey);
- Chomedey en forme;
- Forme ta vie;
- Marigot en forme;
- Jeun'Est en forme;
- Regroupement local de partenaires Ste-Rose/Fabreville;
- Regroupement local de partenaires Vimont-Auteuil.

[42] Agence de la santé et des services sociaux de Laval (2011) (sous presse).

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LA CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL

Les intervenants constatent que plusieurs tables de concertation ont été créées à Laval au cours des dernières années. Cette augmentation de la mobilisation favorise selon eux la communication entre les différents milieux et les échanges d'information. Ils soutiennent qu'il est important de continuer de se regrouper pour trouver des solutions.

Certains rapportent que le CASAL contribue à favoriser l'engagement des partenaires, ce qui se traduit par une mobilisation intersectorielle plus forte. Certains intervenants déplorent que les actions actuelles aient peu d'effet sur les décisions politiques. De plus, des acteurs remarquent que l'action citoyenne est peu présente.

La concertation à Laval en bref…

La concertation en matière de sécurité alimentaire est bien présente à Laval. Plusieurs tables de concertation ont une préoccupation à cet effet bien que le CASAL soit la seule instance de concertation dont la mission première consiste à favoriser et promouvoir la sécurité alimentaire.

Depuis la création du Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL) en 2006, plusieurs actions visant à favoriser la sécurité alimentaire des Lavallois ont été mises sur pied.

4. PORTRAIT DES ACTIVITÉS EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL

4.1 Définition des grandes stratégies d'action communautaire en sécurité alimentaire

Avec ce nouvel état de situation, le CASAL souhaitait approfondir sa connaissance des différentes activités mises en place sur le territoire lavallois pour favoriser la sécurité alimentaire de la population. La plupart de ces initiatives étant portées par les ressources communautaires, cette section leur a donc été consacrée.

Pour faciliter la démarche, nous avons catégorisé les activités en quatre grandes catégories : stratégies d'intervention liées au dépannage alimentaire, à l'agriculture urbaine, à la distribution alimentaire et aux activités de cuisine. Les activités ont ensuite été classées dans les différentes stratégies.

Comme mentionné dans la section portant sur la démarche méthodologique, un questionnaire a été élaboré pour chacune des quatre stratégies, puis envoyé aux organismes offrant des activités visant à favoriser la sécurité alimentaire des Lavallois. Une proportion importante des questionnaires a été collectée et analysée, soit 77 %. Il est toutefois possible que d'autres organismes que ceux recensés dans cette démarche proposent des activités liées à l'une ou l'autre des stratégies relevées. En outre, étant donné que nous n'avons pas récupéré tous les questionnaires envoyés aux organismes, ces résultats offrent un portrait non exhaustif des services proposés par le milieu communautaire lavallois en matière de sécurité alimentaire.

La période de collecte des données s'échelonnait sur un an, du 1er janvier au 31 décembre 2009.

Les quatre stratégies d'intervention en sécurité alimentaire comprennent les activités suivantes :

1. Les activités de dépannage alimentaire
    - Comptoir alimentaire
    - Distribution de paniers
    - Mesure alimentaire scolaire
    - Distribution de bons d'achats alimentaires
    - Magasin communautaire et magasin partage
2. Les activités relatives à l'agriculture urbaine et périurbaine
    - Jardin collectif
    - Jardin communautaire
    - Atelier de germination et de jeunes pousses
3. Les solutions de rechange à la distribution alimentaire
    - Le programme d'achat de paniers de fruits et légumes *Bonne Boîte Bonne Bouffe*
    - Transport vers les épiceries et accompagnement
    - Popote roulante
    - Groupe d'achat

4. Les activités de cuisine
    - Repas communautaire
    - Soupe populaire (repas collectif)
    - Cuisine communautaire
    - Cuisine collective
    - Atelier de cuisine ou de nutrition
    - Traiteur communautaire
    - Préparation et vente de plats cuisinés congelés

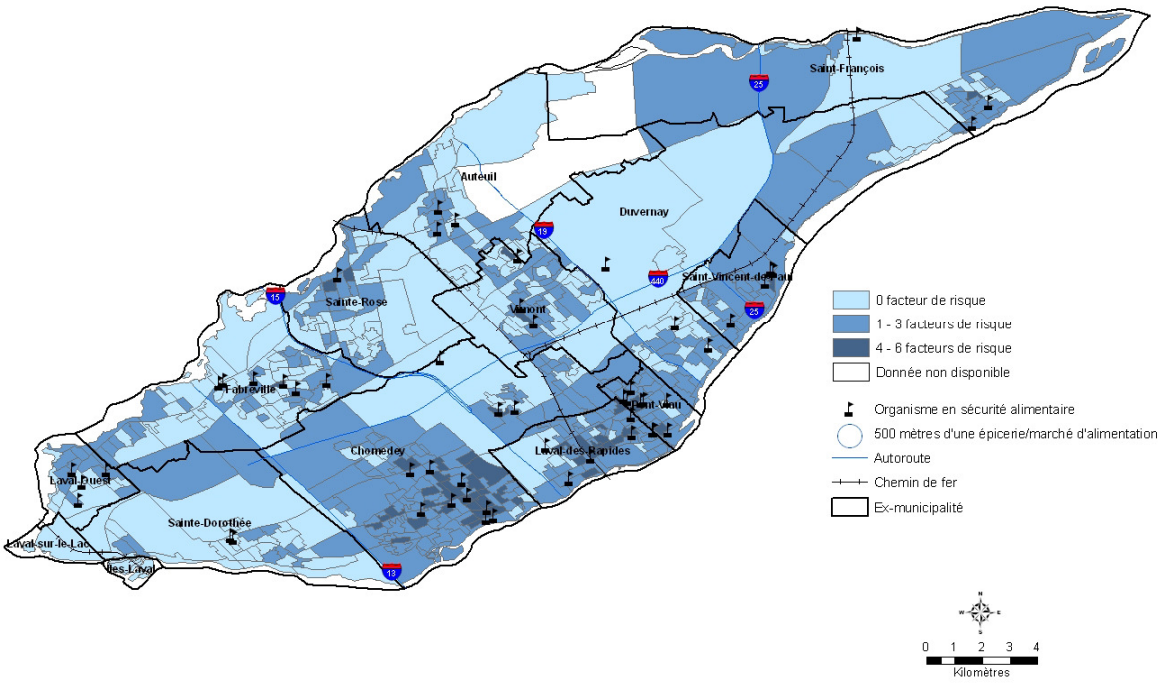
À partir de la liste des organismes communautaires ayant offert des activités favorisant la sécurité alimentaire des Lavallois au cours de l'année 2009, une carte situant géographiquement les différentes ressources communautaires a été créée[43]. Il est important de mentionner que les organismes situés sur cette carte n'ont pas tous répondu aux questionnaires que le CASAL a envoyé dans le but de dresser le portrait des activités offertes en matière de sécurité alimentaire dans la région. Cependant, nous avons jugé utile de tous les situer sur la carte, afin que le portrait soit le plus exhaustif et représentatif possible.

En superposant les organismes communautaires qui interviennent en sécurité alimentaire sur la carte montrant les zones géographiques comptant les plus importantes proportions de population à risque d'insécurité alimentaire (se référer à la section 2.4.1, « Facteurs socioéconomiques qui influencent la sécurité alimentaire »), on constate que ces organismes sont principalement situés dans les secteurs comportant une forte proportion de population à risque d'insécurité alimentaire. Les plus grandes concentrations d'organismes se trouvent ainsi dans la partie sud de la ville, soit dans les quartiers Chomedey, Laval-des-Rapides, Pont-Viau et Saint-Vincent-de-Paul. Les quartiers Laval-Ouest, Fabreville, Sainte-Rose, Vimont, Auteuil et Saint-François comportent aussi des zones où une importante proportion de la population est à risque. Pourtant, quatre de ces secteurs comptent peu de ressources communautaires (Sainte-Rose, Vimont, Auteuil et Saint-François).

[43] L'annexe A présente la liste des organismes recensés par le CASAL en 2009.

CARTE J

Organismes en sécurité alimentaire en 2009, jumelés aux facteurs de risque d'insécurité alimentaire, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.
Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, Organismes offrant des activités en sécurité alimentaire, Laval 2009.

4.1.1 Stratégies d'intervention liées au dépannage alimentaire

Lorsque l'on réfléchit aux activités qui favorisent la sécurité alimentaire, il est difficile d'omettre le dépannage alimentaire. Répondant à des besoins urgents, les activités de dépannage sont indispensables pour venir en aide aux personnes vivant une situation de crise. Malgré toute l'importance de ces mesures, elles n'assurent toutefois pas de réponse à long terme au problème de la sécurité alimentaire.

Selon les données collectées, 29 organismes offrent des activités de dépannage alimentaire à une clientèle variée. Les clientèles les plus représentées sont les familles (parents, enfants, jeunes) et les communautés culturelles (immigrants, nouveaux arrivants). Presque tous les quartiers lavallois sont desservis par une ou plusieurs ressources de dépannage.

Stratégie n° 1a : Les comptoirs alimentaires

Définition de l'activité

Distribution de denrées directement aux personnes, gratuitement ou à un coût symbolique, afin de dépanner le demandeur en cas d'urgence, de façon temporaire et dans une situation particulière[44].

[44] Centraide (2001).

Selon les données collectées, 24 organismes lavallois offrent un comptoir alimentaire à leur clientèle. On a compté plus de 75 000 dépannages alimentaires en 2009 à Laval. De ces organismes, 19 n'exigent aucune contribution financière, et 17 demandent des renseignements sur la situation socioéconomique des usagers.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES COMPTOIRS ALIMENTAIRES

Les intervenants notent que les denrées reçues par les banques alimentaires semblent diminuer. Ils affirment que les demandes sont en hausse et ont peur de se retrouver sans denrées à donner à leur clientèle dans le besoin. Certains précisent que ce manque de nourriture leur demande parfois de limiter l'aide ou de dégager des fonds supplémentaires pour pallier le manque. Certains organismes ressentent le besoin d'établir eux-mêmes des liens avec des commerçants pour s'approvisionner davantage.

Des intervenants mentionnent qu'ils ont parfois dû interrompre temporairement le service de dépannage de leur organisme.

Les intervenants des ressources indiquent être fatigués et ne pas être en mesure de répondre à la demande. Certains se voient parfois dans l'obligation d'orienter les personnes dans le besoin vers d'autres ressources qui fonctionnent souvent, elles aussi, à pleine capacité.

Stratégie n° 1b : La distribution de paniers

Définition de l'activité

Distribution de paniers contenant des denrées, confectionnés durant la période de Noël, de Pâques ou à une autre occasion particulière, et distribués aux personnes dans le besoin qui en font la demande.

En 2009, environ 4 000 paniers ont été confectionnés et distribués à Laval, à différentes occasions (Noël, Pâques et autres). Les organismes offrant des paniers ne demandent aucune contribution financière. Toutefois, plusieurs d'entre eux demandent des renseignements sur la situation socioéconomique des personnes formulant une demande de panier.

Stratégie n° 1c : Les mesures alimentaires scolaires

Définition de l'activité

Offre gratuite ou à bon prix de repas ou de collations aux enfants fréquentant une école primaire d'un milieu défavorisé[45].

Six organismes lavallois ont offert des mesures alimentaires dans les écoles en 2009, sous la forme de collations, de boîtes à lunch et de déjeuners-collations. Plus de 320 000 repas ont été offerts aux élèves lavallois. Parmi ces six organismes, trois demandent une contribution financière et seulement deux demandent des renseignements sur la situation socioéconomique des élèves.

[45] *Ibid.*

Dans le cadre de la démarche, il a été choisi de cibler les interventions proposées par le milieu communautaire. Toutefois, lorsque l'on aborde la question des mesures alimentaires scolaires, il est pertinent de mentionner la présence du Club des petits déjeuners à Laval. Cet organisme intervient dans les écoles de milieux défavorisés pour offrir des déjeuners chauds, au début de chaque journée de classe. En 2010, le Club est intervenu dans 12 écoles lavalloises[46].

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES MESURES ALIMENTAIRES DANS LES ÉCOLES

Les intervenants affirment que les structures des organisations sont souvent lourdes, ce qui rend difficiles le changement et l'ajout de stratégies. Les écoles par exemple sont, selon eux, un réseau difficile à percer, malgré qu'elles aient les installations pouvant permettre le déploiement d'activités intéressantes.

Avec les nouvelles politiques alimentaires dans les écoles, les intervenants qui offrent des activités liées à l'alimentation en milieu scolaire remarquent un resserrement des critères pour le choix des collations.

Ces changements engendrent des coûts plus élevés pour les organismes, étant donné que la nourriture admissible est souvent plus coûteuse.

Certains organismes mentionnent que leurs contacts avec le milieu scolaire sont limités et ils se questionnent : le milieu scolaire connaît-il suffisamment les ressources communautaires pouvant venir en aide aux enfants et aux familles dans le besoin?

Stratégie n^{o} 1d : La distribution de bons alimentaires

Définition de l'activité

Coupons permettant l'achat de nourriture dans les marchés d'alimentation fournis seulement en cas de besoin, quand le demandeur vit une situation particulière (exemple : attente de revenus du gouvernement).

Quatorze organismes ont offert des bons d'achat alimentaires en 2009 à Laval. Ils ont distribué plus de 2 900 bons. La quasi-totalité de ces organismes demande des renseignements sur la situation socioéconomique des personnes.

Stratégie n^{o} 1e : Les magasins partage ou communautaires

Définition de l'activité

Magasin temporaire permettant aux usagers de se procurer des denrées, des effets scolaires ou d'autres types de fournitures, selon leurs goûts et leurs besoins, à une fraction du prix[47].

En 2009, selon les données recueillies par le CASAL, seulement deux organismes ont organisé un magasin communautaire à Laval impliquant la vente de denrées. Un total de 24 familles en a profité. Des renseignements sur leur situation socioéconomique leur ont été demandés dans tous les cas.

[46] Club des petits déjeuners (2001).
[47] Centraide (2001).

- **Constat global sur les activités de dépannage alimentaire**

  Parmi les 29 organismes qui offrent du dépannage alimentaire, seulement 16 affirment que leurs activités suffisent à la demande.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES ACTIVITÉS DE DÉPANNAGE ALIMENTAIRE

Selon les intervenants, un aspect important de l'intervention effectuée lors d'une activité de dépannage est d'outiller la clientèle, afin de s'assurer que les problèmes sous-jacents au manque de nourriture seront réglés. Des intervenants précisent que plusieurs personnes vivant en situation de pauvreté ne fréquentent pas ou très peu les organismes et les ressources existants. Selon eux, les activités de dépannage sont souvent le premier contact entre les personnes en difficulté et les organismes. Ils ajoutent qu'il est toutefois ardu d'aller plus loin dans l'intervention, puisque le dépannage est une forme d'aide ponctuelle.

4.1.2 Stratégies d'intervention liées à l'agriculture urbaine

Les initiatives liées à l'agriculture urbaine s'inscrivent dans les activités favorisant l'autonomie alimentaire et s'adressent à des personnes qui ne sont plus aux prises avec des besoins urgents. Elles offrent plusieurs avantages aux citoyens et aux quartiers. Par exemple, elles contribuent à favoriser l'aménagement urbain, l'appropriation citoyenne des espaces vacants et le dynamisme de la vie de quartier. Les activités d'agriculture urbaine permettent par ailleurs aux participants d'accroître leur sécurité alimentaire en consommant des fruits et légumes frais de qualité. Elles leur permettent aussi de socialiser, de pratiquer une activité physique et d'acquérir de nouvelles connaissances. Grâce à ces activités, on peut constater l'émergence d'un développement social[48]. L'agriculture urbaine apparaît comme «un moyen privilégié pour développer un sentiment d'appartenance et un sentiment de propriété collective qui facilite les échanges non seulement au sein du groupe, mais aussi entre le groupe et le reste de la communauté[49]».

Parmi les organismes lavallois sondés, quatre offrent des activités liées à l'agriculture urbaine. Les clientèles de ces organismes sont majoritairement les familles (enfants, parents), les communautés culturelles et les personnes aux prises avec des troubles de santé mentale.

Stratégie n° 2a : Les jardins collectifs

Définition de l'activité

Jardin dont l'entretien est assuré par un groupe de personnes. Les participants se réunissent sur une base régulière et se partagent le travail nécessaire, les outils et les récoltes.

[48] E. Duchemin, F. Wegmuller et A.-M. Legault (2003).
[49] A. Bergeron, M. Morel et I. Thérien (2002), p. 16.

En 2009, quatre organismes lavallois ont offert des activités de jardin collectif et plus d'une centaine de personnes y ont participé. La majorité des organismes ne demandent pas de contribution financière pour participer à l'atelier. Toutefois, un organisme demande une contribution de 5 $.

Stratégie n° 2b : Les jardins communautaires

Définition de l'activité

Terrain commun contenant des parcelles de terre individualisées attribuées à différents jardiniers. Chaque jardinier est responsable de l'entretien de sa parcelle de terre, de fournir le matériel requis et de récolter les fruits et légumes cultivés.

Les jardins communautaires sont un peu moins présents à Laval, seulement deux organismes communautaires ont offert l'activité en 2009. Ils ont joint une cinquantaine de participants. Un seul des organismes demande une contribution financière (2 $).

Stratégie n° 2c : Les ateliers de germination et de jeunes pousses

Définition de l'activité

Ateliers éducatifs permettant l'apprentissage de la culture de jeunes pousses et la préparation d'un jardin.

Le seul organisme lavallois ayant offert des ateliers de jeunes pousses rapporte que cinq personnes ont participé à l'activité en 2009. Aucune contribution financière n'a été demandée.

- **Principaux constats sur les activités liées à l'agriculture urbaine**

  Parmi les organismes sondés, quatre agissaient en agriculture urbaine. Deux d'entre eux ont répondu que les activités qu'ils offrent semblent suffire à la demande, tandis que les deux autres croient que leur offre est insuffisante.

  Trois organismes sur quatre mentionnent ne recevoir aucun financement pour offrir l'activité.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES ACTIVITÉS LIÉES À L'AGRICULTURE URBAINE

Plusieurs intervenants croient que le développement de jardins collectifs et communautaires est grandement apprécié par la population et que ces activités ont un effet bénéfique sur les quartiers où elles sont implantées. Ils mentionnent que les participants apprécient l'exercice physique occasionné par l'activité et les échanges avec les autres participants. Ces derniers semblent être plus conscientisés à l'importance de la saine alimentation.

Enfin, le sentiment de fierté est aussi très présent au moment de la récolte.

Selon les intervenants, maintenir l'engagement des participants est le principal défi de ce type d'activité. Les intervenants expliquent que la démotivation des participants est souvent due au manque de temps ou aux trop grandes responsabilités qu'implique la participation à l'activité.

4.1.3 Stratégies d'intervention liées à la distribution alimentaire

Les activités de distribution alimentaire répondent principalement à des problèmes liés à l'accessibilité physique et économique de la population à de la nourriture saine.

En 2009, ces activités ont été offertes par 20 organismes. Ceux-ci ont travaillé auprès de tous les types de clientèles, mais principalement auprès des aînés et des familles (enfants, parents). Les ressources couvrent l'ensemble du territoire lavallois.

Stratégie n^{o} 3a : Le programme Bonne Boîte Bonne Bouffe

Définition de l'activité

Programme offrant des boîtes de fruits et de légumes frais à faibles coûts, distribuées par un réseau de points de chute.

Parmi les répondants, huit ont été des points de chute du programme Bonne Boîte Bonne Bouffe au cours de l'année 2009. Ces huit organismes ont vendu plus de 700 boîtes. Le programme ayant commencé ses activités à Laval au mois de juin 2009, les données collectées ne tiennent compte que de ses premiers mois d'existence.

Selon les données que le CASAL a obtenues du coordinateur régional (Centre de bénévolat de Laval), depuis l'implantation du programme en juin 2009 jusqu'en juillet 2010, 16 points de chute ont été développés et plus de 2 000 boîtes ont été commandées.

Stratégie n^{o} 3b : Le transport vers les épiceries et l'accompagnement

Définition de l'activité

Transport par un bénévole des personnes à mobilité réduite ou ayant des problèmes liés au transport, de leur lieu de résidence jusqu'aux commerces d'alimentation. Le bénévole peut aussi accompagner la personne lors des achats pour lui donner différents conseils et astuces nutritionnels.

Six organismes lavallois ont offert ce service en 2009. Ils ont effectué plus de 980 transports (incluant parfois l'accompagnement). Dans les organismes sondés, il semble que l'activité soit majoritairement assurée par les bénévoles plutôt que par les employés. Tous les organismes offrant le service demandent une contribution financière.

Stratégie n^{o} 3c : Les groupes d'achat

Définition de l'activité

Groupe de personnes s'unissant pour faire l'achat de denrées auprès des grossistes, des détaillants ou des producteurs agricoles, afin de profiter de prix réduits ou de soldes[50].

Un seul organisme a organisé un groupe d'achat en 2009. Sept personnes ont participé à cette activité, qui a été maintenue par les participants eux-mêmes.

[50] Centraide (2001).

Stratégie n^{o} 3d : Les popotes roulantes

Définition de l'activité

Service de préparation et de livraison à domicile de repas à prix abordables offert par des bénévoles aux personnes à mobilité réduite, de façon temporaire ou permanente.

L'Association des popotes roulantes de Laval (APRL) note que pour l'année 2009-2010, 1 156 personnes ont bénéficié du service offert par les 9 popotes roulantes de Laval, ce qui correspond à 82 327 repas distribués à un coût variant de 4,50 $ à 5 $. On compte 37 577 heures de bénévolat et 98 136 kilomètres parcourus pour la livraison des repas. Le maintien de ces activités a requis le soutien de 532 bénévoles, majoritairement âgés de 65 à 78 ans. Les personnes aidées étaient pour leur part majoritairement âgées de 75 à 84 ans. Selon l'APRL, les principaux défis consistent à harmoniser les façons de faire des différentes popotes et à faire la promotion du service pour joindre davantage de personnes dans le besoin. Assurer une relève constitue également un défi constant, puisque l'âge moyen des bénévoles est relativement élevé.

- **Principaux constats sur les activités de distribution alimentaire**

  Parmi les 20 organismes qui font des activités de distribution alimentaire, 13 soutiennent que les services qu'ils offrent sont suffisants pour répondre à la demande. La majorité des organismes ne reçoit aucun financement pour l'organisation de ces activités.

  Pour la majorité de ces organismes, l'implication de nombreux bénévoles est essentielle au maintien des services.

  Les organismes lavallois précisent que ces activités aident les participants à faire des choix alimentaires plus sains et plus abordables. Pour les clientèles qui éprouvent des difficultés d'accessibilité physique et économique, l'accès à la nourriture saine est aussi grandement facilité.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES ACTIVITÉS DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

Selon les intervenants, les activités de distribution alimentaire sont appréciées par la clientèle.

Par exemple, les organismes offrant le service de transport vers les épiceries mentionnent que les demandes sont nombreuses et que, à cause d'un manque de ressources, ils sont dans l'obligation d'orienter une grande partie de la clientèle vers d'autres organismes proposant le service.

Même si les marchés saisonniers ne sont pas offerts par le milieu communautaire, les acteurs du milieu soutiennent que celui mis sur pied en 2009 à Sainte-Rose fut une belle expérience.

Selon eux, l'initiative a permis d'offrir des fruits et légumes frais dans une zone où l'offre alimentaire est inexistante, dans un quartier résidentiel où l'on trouve une forte proportion de personnes âgées. Les intervenants croient qu'il serait intéressant de transposer l'idée dans d'autres quartiers de Laval.

De plus, plusieurs intervenants mentionnent que le programme Bonne Boîte Bonne Bouffe constitue une excellente solution pour répondre aux besoins d'accessibilité à des fruits et légumes frais. Depuis son déploiement en juin 2009, l'activité gagne en popularité dans les quartiers lavallois.

4.1.4 Stratégies d'intervention liées aux activités de cuisine

Les activités de cuisine favorisent l'acquisition d'habiletés et de connaissances sur l'alimentation, l'accessibilité économique à de la nourriture saine et la socialisation des participants. Selon les données recueillies, 21 organismes lavallois offrent de telles activités.

Plusieurs clientèles sont desservies par les organismes offrant des activités de cuisine. Les principales sont les aînés et les familles (enfants, parents, jeunes). Presque tous les quartiers de Laval sont couverts par ces organismes.

Stratégie n^{o} 4a : Les repas communautaires

Définition de l'activité

Repas préparé par un groupe de personnes dans un organisme communautaire. Les personnes ayant participé à la préparation du repas le mangent ensuite ensemble.

En 2009, 13 organismes lavallois ont offert des repas communautaires. Plus de 280 activités de ce type ont été organisées. Quelque 1 200 personnes y auraient participé. La moitié des organismes demandent une contribution financière aux participants. Celle-ci varie de 2 $ à 7 $ selon les organismes.

Stratégie n^{o} 4b : Les soupes populaires (repas collectifs)

Définition de l'activité

Repas servis et consommés dans les locaux d'un organisme qui en assure l'offre de façon régulière, afin que les personnes s'alimentent sainement et à bon prix, et puissent briser leur isolement[51].

Trois organismes indiquent avoir organisé des soupes populaires (repas collectifs) en 2009. Plus 47 000 repas ont été servis au cours de ces activités. Les trois organismes demandent aux participants une contribution financière variant de 2 $ à 4,50 $.

Stratégie n^{o} 4c : Les cuisines communautaires

Définition de l'activité

Local et équipement de cuisine mis à la disposition de la clientèle pour qu'elle puisse se préparer des repas.

Trois organismes ont offert un service de cuisine communautaire. Plus de 660 personnes l'auraient utilisé dans la région.

Stratégie n^{o} 4d : Les cuisines collectives

Définition de l'activité

Petit groupe de personnes mettant en commun temps, argent et compétences pour confectionner, en quatre étapes (planification, achat, cuisson et évaluation), des plats sains, économiques et appétissants[52].

En 2009, neuf organismes lavallois ont répondu avoir organisé des cuisines collectives. Ces organismes ont mis sur pied 54 groupes de cuisine différents. Plus de 19 000 portions ont été cuisinées, à un coût moyen de 0,75 $ par portion. Environ 400 personnes ont participé à ces activités.

[51] *Ibid.*
[52] Regroupement des cuisines collectives du Québec (s.d.)

Depuis 2008, les groupes de cuisine collective de Laval se réunissent environ quatre fois par année pour échanger sur leurs pratiques. Cette mobilisation a aussi permis de concevoir des projets communs visant à *déstigmatiser* le fait de participer à une cuisine collective. Un dépliant promotionnel a été rédigé et un projet d'équipe volante visant à soutenir les groupes de cuisine collective de Laval a également été mis sur pied. Dans le cadre de ce projet, un chef cuisinier et une nutritionniste ont effectué une tournée des cuisines collectives de Laval. Cette tournée a permis à l'équipe de cibler les différents besoins des cuisines liés entre autres à l'animation, à l'organisation des groupes, aux techniques culinaires et à la création de menus variés. Des ateliers ont ensuite été offerts pour répondre aux besoins identifiés lors de la tournée.

Stratégie n^{o} 4e : Les ateliers de cuisine ou de nutrition

Définition de l'activité

Séance de groupe offrant de la formation sur la préparation de repas, l'alimentation, la nutrition ou la conservation des aliments.

Quatre organismes ont organisé des ateliers de cuisine ou de nutrition. Plus de 80 ateliers ont été offerts dans la région en 2009 et plus de 140 personnes y ont participé. Un seul organisme réclame une contribution financière pour la participation à l'activité.

Stratégie n^{o} 4f : Les traiteurs communautaires

Définition de l'activité

Entreprise d'insertion socioprofessionnelle qui prépare des plats pour une consommation à domicile à prix modiques[53].

Deux organismes lavallois ont offert un service de traiteur communautaire en 2009. Plus de 8 200 portions ont été cuisinées dans le cadre de cette activité.

Stratégie n^{o} 4g : La vente de plats cuisinés et congelés

Définition de l'activité

Plats préparés par les organismes communautaires, puis congelés et mis en vente à faibles coûts.

Cinq organismes lavallois ont offert des plats cuisinés surgelés en 2009. Ils ont vendu près de 6 800 plats.

- **Principaux constats sur les activités de cuisine**

  Les 21 organismes communautaires ayant offert des activités de cuisine sont partagés quant à l'évaluation de la réponse aux besoins. La moitié croit que son offre de service est suffisante pour répondre à la demande de sa clientèle, alors que l'autre moitié ne considère pas être en mesure de suffire à la demande. La moitié des organismes reçoivent un financement pour offrir ces activités.

  Les organismes soutiennent que la participation à ces activités favorise l'accès à de la nourriture saine, améliore l'alimentation des participants ainsi que leur motivation à manger sainement. Plusieurs de ces activités brisent l'isolement et proposent des contextes favorables à l'éducation populaire.

[53] Centraide (2001).

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES PARTENAIRES SUR LES ACTIVITÉS DE CUISINE

Selon les intervenants, les activités de cuisine collective gagnent en popularité. Certains se voient même dans l'obligation d'offrir l'activité en soirée ou les fins de semaine pour répondre à la demande et aux besoins des travailleurs à faible revenu qui ne sont pas disponibles durant les jours de semaine.

Pour les intervenants, les cuisines collectives sont des endroits très intéressants pour faire de l'éducation populaire et intervenir auprès des clientèles vulnérables. Non stigmatisantes, ces activités permettent aux participants de briser l'isolement, de cuisiner à faibles coûts et d'apprendre des techniques culinaires variées.

4.2 Principaux défis de l'intervention

Les acteurs du milieu communautaire soutiennent que les interventions en matière de sécurité alimentaire comportent des défis. Certaines difficultés d'approvisionnement semblent en effet se conjuguer à la croissance et à la diversité des besoins exprimés par la clientèle.

4.2.1 L'approvisionnement, un défi pour les interventions liées au dépannage alimentaire

Selon les acteurs du milieu du dépannage alimentaire, l'approvisionnement est un aspect problématique. Les banques alimentaires ont la responsabilité de recevoir les denrées et d'effectuer la distribution dans les organismes de la région. Toutefois, les ressources d'aide alimentaire, tout comme les banques alimentaires elles-mêmes, observent et déplorent la diminution des denrées reçues depuis les dernières années.

Les récents changements sur le plan de la gestion des denrées au sein des entreprises peuvent expliquer en partie ce phénomène. En effet, le « juste à temps » est de plus en plus pratiqué par les entreprises québécoises. Il s'agit d'une méthode d'organisation et de gestion de la production qui consiste à minimiser les stocks fabriqués et ceux en cours de fabrication. Cette meilleure gestion engendre une diminution des productions excédentaires et donc une diminution des dons offerts aux banques alimentaires par les entreprises[54].

4.2.2 Motivation des organismes communautaires lavallois à offrir des activités en sécurité alimentaire

Dans l'Enquête sur la réalité des cuisines collectives à Laval menée par le CASAL (2008), il a été constaté qu'aucun des organismes qui offraient cette activité ne mentionnait l'alimentation dans sa mission première. Cela vaut également pour plusieurs autres organismes qui offrent des activités visant à favoriser la sécurité alimentaire. Toutefois, bien que cet enjeu ne soit pas inscrit dans la mission première des organismes concernés, plusieurs ont tout de même à cœur d'offrir des activités visant à favoriser la sécurité alimentaire.

Parmi les principaux objectifs poursuivis par ces organismes, on trouve :

- Lutter contre l'isolement et favoriser la socialisation des participants.
- Développer l'autonomie et les habiletés et connaissances en matière d'alimentation.

[54] M. Brûlé (2009).

- Faciliter l'accès à de la nourriture saine.
- Faciliter les interventions psychosociales auprès de la clientèle.
- Augmenter le sentiment d'appartenance des citoyens à leur communauté.

Ces objectifs ne sont pas tous directement en rapport avec l'alimentation, mais contribuent à répondre à des objectifs d'éducation populaire et de développement des communautés.

CE QUE DISENT LES PARTENAIRES SUR LES PRINCIPAUX DÉFIS DE L'INTERVENTION

Plusieurs acteurs du milieu remarquent que l'insécurité alimentaire quotidienne s'ajoute souvent à d'autres problèmes. Ils notent aussi que leurs clientèles vivent fréquemment de l'isolement et ont besoin d'être accompagnées dans leurs démarches.

Des intervenants soutiennent que les activités telles que les cuisines collectives et les jardins collectifs permettent des interventions qui favorisent l'empowerment[55], mais qu'elles demandent beaucoup de soutien et d'adaptation aux différents besoins des participants. Ces activités favorisent selon eux l'accessibilité à de la nourriture saine ainsi que l'acquisition d'habiletés et de connaissances liées à l'alimentation, en plus de susciter de la fierté. Plusieurs croient qu'elles placent les participants dans une action moins passive que le dépannage. Toutefois, ils ajoutent que ce ne sont pas toutes les personnes dans le besoin qui sont prêtes à intégrer ces activités, puisqu'elles répondent moins aux besoins urgents. Pour plusieurs intervenants, il est primordial de travailler en complémentarité sur le plan des actions proposées, afin de joindre tous les types de clientèles.

Des acteurs soutiennent que les ressources d'aide ont la responsabilité de connaître leur réseau, afin d'orienter adéquatement la clientèle, au besoin, vers les autres services offerts.

Motiver la population à participer à des activités favorisant l'empowerment semble être aussi un défi, puisqu'elles demandent un investissement en temps et en énergie important de la part des participants. Les intervenants croient que cette prise en charge personnelle est toutefois essentielle pour trouver des solutions de rechange au dépannage.

Par ailleurs, plusieurs organismes vivent un problème de recrutement des bénévoles de plus en plus présent. À cause de ce manque de ressources, les bénévoles impliqués ont une plus lourde tâche, et l'épuisement les mène parfois à la démobilisation.

Pour assurer une réponse adéquate aux besoins exprimés par la clientèle et une intervention efficace, plusieurs partenaires mentionnent que procéder à une évaluation des projets mis en place est primordial.

[55] L'empowerment est un processus de transfert des connaissances visant à développer un potentiel jusqu'à présent caché ou ignoré chez une personne ou un groupe de personnes (Groupe de recherche et d'intervention en évaluation).

Le portrait des activités en sécurité alimentaire à Laval en bref…

Bien que le portrait ne constitue pas une recension exhaustive des stratégies, nous pouvons constater que les organismes lavallois offrent une diversité de mesures et d'activités en sécurité alimentaire.

En général, on remarque une présence importante de bénévoles dans les organismes pour maintenir les activités favorisant la sécurité alimentaire.

Plusieurs organismes disent ne recevoir aucun financement pour l'organisation de leurs activités favorisant la sécurité alimentaire. En outre, la majorité d'entre eux ne mentionnent pas la sécurité alimentaire dans leur mission première. Ces organismes ont tout de même choisi d'intégrer ces activités à leur offre de service, puisqu'elles leur permettent d'atteindre des objectifs complémentaires. Ils conviennent par ailleurs que ces activités ont un effet très bénéfique sur leur clientèle.

5. SOUHAITS DES PARTENAIRES POUR UNE MEILLEURE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LAVAL

Comme les acteurs du milieu lavallois sont impliqués dans l'offre de service et l'intervention en matière de sécurité alimentaire, il apparaissait impératif de savoir quelles sont leurs préoccupations au regard de la sécurité alimentaire de la population lavalloise.

5.1 Améliorer l'accessibilité aux services

Les intervenants soutiennent que le réseau de transport en commun est complexe à Laval, en particulier pour l'accès aux épiceries et autres commerces d'alimentation. Les intervenants souhaiteraient que l'aménagement urbain tienne compte des préoccupations relatives à la sécurité alimentaire, c'est-à-dire que les commerces d'alimentation soient implantés près des lieux de résidence et non près des voies d'accès aux autoroutes. Présentement, pour pallier ces problèmes vécus dans les différents quartiers, plusieurs acteurs du milieu appuient la poursuite et le développement d'activités comme le programme Bonne Boîte Bonne Bouffe, les jardins collectifs et les marchés saisonniers, qui sont appréciées par la population. Ces mesures, qui favorisent la mixité sociale, améliorent l'accès physique des citoyens à de la nourriture saine, en plus d'accroître la qualité de vie du quartier.

Par ailleurs, les intervenants se préoccupent des clientèles dans le besoin qui ne fréquentent pas les ressources communautaires. Les joindre pour être en mesure de leur apporter une aide constitue un défi.

5.2 Miser sur l'éducation pour favoriser l'acquisition d'habiletés et de connaissances

Miser sur la saine alimentation est une priorité pour plusieurs intervenants. Ils soutiennent que poursuivre le déploiement d'activités éducatives sur la saine alimentation dans les écoles est nécessaire. Les actions visant la promotion et le renforcement des habiletés et des connaissances en matière de saine alimentation doivent aussi être encouragées dans l'ensemble de la population.

5.3 L'importance de travailler ensemble

À Laval, plusieurs tables de concertation traitent de la sécurité alimentaire. De nombreux intervenants soutiennent qu'il est important de continuer de se regrouper pour trouver des solutions. Favoriser les contacts et les échanges entre les acteurs, encourager la connaissance des ressources et soutenir la mobilisation apparaissent comme étant des défis constants. Selon eux, le CASAL permet aux acteurs concernés de communiquer davantage entre eux.

Selon les intervenants consultés, il y a plus de mobilisation dans la région depuis les dernières années. Toutefois, ils remarquent que l'action citoyenne est peu présente. Pour plusieurs, l'engagement des citoyens dans les processus de réflexion apparaît comme étant une voie pertinente pour s'assurer de répondre aux besoins vécus dans les quartiers. Ils croient qu'il serait utile que des comités de citoyens soient formés. Néanmoins, la mobilisation des personnes en situation d'insécurité alimentaire demeure un défi important.

En outre, l'offre de service en matière de dépannage alimentaire est presque entièrement assumée par les ressources communautaires. Selon certains intervenants, soutenir le dépannage devrait se faire davantage en intersectorialité, puisque le milieu communautaire n'est pas le seul à devoir en porter la responsabilité.

Les souhaits des partenaires en bref…

- *Favoriser l'accessibilité aux ressources et diversifier l'offre de service.*
- *Miser sur l'éducation de la population pour encourager une vision plus préventive de la sécurité alimentaire.*
- *Unir les forces des différentes ressources en encourageant le travail intersectoriel, agir en complémentarité et favoriser la communication entre les acteurs.*
- *Faire participer les citoyens aux démarches pour mettre en place des mesures adaptées aux besoins et encourager l'empowerment collectif et individuel.*

CONCLUSION

Tout au long du processus d'élaboration de cet état de situation, des choix ont dû être faits quant aux orientations à privilégier et aux thèmes à aborder en fonction de certaines contraintes relatives au temps, aux ressources humaines et aux ressources financières.

Cet état de situation de la sécurité alimentaire à Laval 2010 nous offre une vision globale de la région, et certains commentaires des intervenants nous ont permis d'en apprendre davantage sur la réalité de différents secteurs de Laval. Toutefois, les enjeux propres à chaque quartier sont peu abordés et mériteraient d'être approfondis.

La perception des citoyens est également un aspect intéressant qui n'est pas abordé dans ce portrait. Il serait utile de connaître davantage l'opinion des Lavallois sur leur sécurité alimentaire : Quels sont leurs besoins? Leurs difficultés? Leurs habiletés?

En ce qui concerne le portrait des activités en matière de sécurité alimentaire, il a été convenu de cibler les stratégies déployées par le milieu communautaire, puisqu'il en est le principal acteur. Toutefois, en raison des contraintes énumérées plus haut (temps, ressources humaines et financières), les stratégies des autres acteurs (tels que le réseau de la santé et le milieu scolaire, entre autres) n'ont pas été considérées dans la démarche. Nous sommes conscients que l'analyse des stratégies d'intervention, des politiques et des différents programmes mis en avant par ces acteurs aurait permis de bonifier ce portrait de la situation de la sécurité alimentaire et d'obtenir un état de situation plus complet de l'offre et du continuum de services proposés aux Lavallois.

Malgré ces limites, ce nouvel état de situation de la sécurité alimentaire à Laval permet de mettre en relief les multiples facteurs de risque d'insécurité alimentaire, et laisse entrevoir la complexité de l'intervention et la nécessité d'une cohésion intersectorielle des acteurs du milieu lavallois. En effet, tous sont concernés par cette question et les diverses stratégies d'intervention sont complémentaires et essentielles. À la lecture de cet état de situation, le rôle du CASAL apparaît comme étant à la fois pertinent et stratégique. L'atteinte d'une meilleure sécurité alimentaire à Laval passe nécessairement par la concertation et la collaboration de tous les acteurs. Ce n'est qu'en travaillant en intersectorialité que nous parviendrons à diminuer l'insécurité alimentaire et ses conséquences néfastes sur l'ensemble de la collectivité lavalloise.

Ce nouvel état de situation permet également de mieux comprendre les préoccupations et les besoins exprimés par les intervenants du milieu. Certes, le portrait des diverses stratégies d'intervention visant à favoriser la sécurité alimentaire et celui des instances de concertation nous démontrent que de grands progrès ont été effectués. Toutefois, beaucoup de travail reste à faire, et le contexte socioéconomique actuel rend l'intervention plus qu'essentielle.

Ce portrait de la situation sera pour le CASAL un outil précieux, permettant de mieux définir les objectifs de son plan d'action 2011-2014, duquel découleront des actions visant à répondre aux besoins du milieu. Le CASAL continuera de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire lavallois et souhaite développer sa connaissance des réalités propres à chacun des quartiers. L'engagement de tous les partenaires concernés sera essentiel à l'implantation de mesures et de projets concrets; la collaboration de tous sera donc fortement souhaitée.

Nous espérons que ce portrait pourra aider les acteurs du milieu à mieux comprendre le contexte lavallois et à cibler les actions à entreprendre pour améliorer la sécurité alimentaire de la collectivité lavalloise.

BIBLIOGRAPHIE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL (2011) (sous presse). *Portrait des concertations locales et régionales à Laval. Un premier tour d'horizon*, Direction de santé publique de Laval, 10 p.

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL (2010a). *Profil thématique sur l'état du vieillissement à Laval*, Laval, Direction de santé publique de Laval, 170 p.

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL (2010b). *Le vieillissement à Laval. Le temps d'agir*, Laval, Direction de santé publique de Laval, 60 p.

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL (2009). *La pauvreté à Laval : au-delà des apparences. Plus que jamais le développement des communautés*, Laval, Direction de santé publique de Laval, 38 p.

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL (2007). *État de situation de la sécurité alimentaire à Laval 2006*, Laval, Direction de santé publique de Laval, 66 p.

ALLEN JR., E., et coll. (2005). *Favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes Montréalais*, Montréal, Conseil jeunesse de Montréal, 46 p. [en ligne] http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/conseil_jeunesseMTL_fr/MEDIA/DOCUMENTS/villedemtl.pdf (consulté le 20 novembre 2009).

BALL, T.M., et A.L. WRIGHT (1999). "Health Care Costs of Formula-feeding in the First Year of Life", *Paediatrics*, vol. 103, p. 870-876.

BERGERON, A., M. MOREL et I. THÉRIEN (2002). *Portrait d'initiatives du milieu pour lutter contre la pauvreté*, Montréal, Observatoire montréalais des inégalités sociales et de la santé (OMISS), 49 p. [en ligne] : www.omiss.ca/recherche/pdf/abergeron.pdf (consulté en septembre 2008).

BLANCHET, C., et coll. (2009). *La consommation alimentaire et les apports nutritionnels des adultes québécois*, Québec, Institut national de santé publique du Québec, 119 p.

BRÛLÉ, M. (2009). *L'avenir du don alimentaire, tendances et alternatives.* Présentation Power Point présentée dans le cadre de la Matinée biannuelle en sécurité alimentaire du CASAL du 17 novembre 2009.

CASAL (2008). *Rapport d'activité 2007-2008*, Laval, CASAL, 4 p.

CASAL (2007). *Plan d'action en sécurité alimentaire 2007-2009*, Laval, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Laval, 10 p.

CENTRAIDE (2001). *Des aliments, des outils et des apprentissages : les activités alimentaires des organismes*, [en ligne] www.centraide-mtl.org/centraide/static/aquoi/orientations.shtml (consulté en septembre 2010).

CHUNG, M., et coll. (2008). *Interventions in Primary Care to Promote Breastfeeding: A Systematic Review*, Rockville (MD), Agency for Health Care Research and Quality (US). Evidence Synthesis, no. 66. [en ligne] www.uspreventiveservicestaskforce.org/uspstf08/breastfeeding/brfeedsyn.pdf.

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS (2001). *Carte des clubs au Québec*, [en ligne] www.clubdejeuners.org (consulté en novembre 2010).

DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL (2010). *Coût du panier à provisions nutritif*, Montréal, Le Dispensaire, janvier, mai et septembre.

DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL (2006). *Coût du panier à provisions nutritif*, Montréal, Le Dispensaire, janvier, mai et septembre.

DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL (1996). *Coût du panier à provisions nutritif*, Montréal, Le Dispensaire, janvier, mai et septembre.

DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL et DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL (2009). *Rapport synthèse : Pratiques et perceptions liées à l'alimentation, ce que nous apprennent les familles à faible revenu*, Montréal, Le Dispensaire et la Direction de santé publique, 8 p.

DUCHEMIN, E., F. WEGMULLER et A.-M. LEGAULT (2003). *Agriculture urbaine : un outil multifacette pour le développement social des quartiers défavorisés*, 10 p.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION EN ÉVALUATION (s. d.) *Discussion autour du thème de l'empowerment*, [en ligne] www.unites.uqam.ca/grieva/les%20projets/definitionempowerment.rtf (consulté en novembre 2010).

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2009). *Panorama des régions du Québec*, Québec, L'Institut, 139 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008). *Comptes économiques provinciaux*, Québec, L'Institut, 40 p.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA SANTÉ PUBLIQUE (2008). *Rapport sur l'état de la santé publique au Canada 2008 : S'attaquer aux inégalités en santé*, Ottawa, Agence de la santé publique du Canada. [en ligne] www.phac-aspc.gc.ca/cphorsphc-respcacsp/2008/fr-rc/index-fra.php (consulté le 1er octobre 2010).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (2008). *Bottin statistique de l'alimentation, édition 2008*, Québec, Le Ministère, 119 p.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC (2010). *La population du Québec par territoire des centres locaux de services communautaires, par territoire des réseaux locaux de services et par région sociosanitaire, de 1981 à 2031, édition 2010*, Québec, Le Ministère.

NEILL, G., B. BEAUVAIS, N. PLANTE et L. N. HAIEK (2006). *Recueil statistique sur l'allaitement maternel au Québec, 2005-2006*, Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 66-68.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ, BUREAU RÉGIONAL DE L'EUROPE (2007). *Nutrition et sécurité alimentaire*, [en ligne] www.euro.who.int/nutrition/security/sectop?language=French (consulté le 4 août 2008).

PAGEAU, M., et coll. (2008). *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire, mise à jour 2008*, Québec, Direction générale de la santé publique, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 39 p.

REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC (s. d.). [en ligne] http://www.rccq.org/fr/les-cuisines-collectives.html (consulté en ligne en septembre 2010).

ST-AMOUR, S. (2009). « Plus de 16 000 Lavallois en situation de crise », *Courrier Laval*, 15 mai.

STATISTIQUE CANADA (2010*a*). *Dernier communiqué de l'indice des prix à la consommation*, [En ligne dans le *Quotidien* du 22 juin 2010, www.statcan.gc.ca].

STATISTIQUE CANADA (2010*b*). *Insécurité alimentaire des ménages, 2007-2008. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes*, www.statcan.gc.ca/pub/82-625-x/2010001/article/11162-fra.htm (consulté le 4 novembre 2010).

STATISTIQUE CANADA (2008). *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* (cycle 4.1, 2007-2008).

STATISTIQUE CANADA (2007). *Le revenu au Canada 2005*, Ottawa, Statistique Canada, 146 p. N° 75-202-XIF au catalogue.

STATISTIQUE CANADA (2006). *Données du recensement*.

STATISTIQUE CANADA (2001). *Données du recensement.*

STATISTIQUE CANADA (s. d.). *Mesures de l'insécurité alimentaire du ménage, selon la présence d'enfants dans le ménage, Canada, provinces et territoires, occasionnel (nombre sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données), Tableau 105-0546, [en ligne] http://cansim2.statcan.gc.ca/cgi-win/cnsmcgi.exe?Lang=F&CNSM-Fi=CII/CII_1-fra.htm (consulté le 4 novembre 2010).

TISON, M. (2009). « La pauvreté a changé de visage », *Cyberpresse*, 23 décembre.

WOLFE, W.S., E.A. FRONGILLO et P. VALOIS (2003). "Understanding the experience of food insecurity by elders suggests ways to improve its measurement", *The Journal of Nutrition*, vol. 133, p. 2762-2769. [en ligne] http://genderandhealth.ca/en/modules/pauvrete/pauvrete-pauvreteetvieillissement-07.jsp (consulté en juillet 2010).

ANNEXE A

ORGANISMES LAVALLOIS OFFRANT DES ACTIVITÉS FAVORISANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE[56]

Association amicale des jeunes & parents (AGAPE)
Aide aux personnes âgées, défavorisées ou handicapées de Laval (APADHL)
Association des popotes roulantes de Laval
Association pour aînés résidant à Laval (APARL)
Au jardin de la famille de Fabreville
Bureau d'aide et d'assistance familiale Place Saint-Martin (BAAF)
Bonjour aujourd'hui et après
CAFGRAF (Groupe d'entraide en santé mentale de Laval)
Comité d'animation du troisième âge de Laval (CATAL)
Centre communautaire Le Coumbite de Laval
Centre communautaire Le Rendez-vous des aîné(e)s de Laval
Centre communautaire Val-Martin
Centre de bénévolat de Laval
Centre d'entraide et de services communautaires du Marigot
Centre des femmes de Laval
Centre d'intégration sociale et professionnelle (CISEP)
Centre S.C.A.M.A. (services communautaires et d'aide au maintien de l'autonomie)
Enfant d'abord
Entraide Pont-Viau et Laval-des-Rapides
Entraide Saint-Bruno
Entraide Saint-Léopold
Groupe d'entraide La Rosée
Jeunes au travail
La Parentèle de Laval
Maison de la famille de Saint-François
Maison de la famille de Laval-Ouest
Maison de quartier de Fabreville
Maison de quartier Vimont
Maison des enfants le Dauphin de Laval
Maison des jeunes du Marigot
Maison des jeunes de Ste-Dorothée
Paroisse Bienheureux-François-de-Montmorency-Laval

[56] Cette liste comprend les organismes qui ont répondu au sondage du CASAL sur les activités en sécurité alimentaire à Laval en 2009, mais aussi d'autres organismes qui n'ont pas répondu au sondage, mais qui ont également offert certaines activités favorisant la sécurité alimentaire en 2009. Bien que certains organismes ne soient pas représentés dans l'analyse des stratégies d'action de cet état de situation de la sécurité alimentaire, nous croyons essentiel de les mentionner afin que le portrait soit le plus exhaustif possible.

Paroisse le Bon-Pasteur
Paroisse Sainte-Béatrice
Paroisse Sainte-Dorothée
Paroisse Saint-Elzéar
Paroisse Saint-Ferdinand
Paroisse Saint-François-de-Sales
Paroisse Saint-Martin
Paroisse Saint-Noël-Chabanel
Paroisse Saint-Pie-X
Paroisse Sainte-Rose-de-Lima
Paroisse Saint-Sylvain
Paroisse Saint-Yves
Paroisse Saint-Théophile
Paroisse Saint-Urbain
Paroisse Saint-Vincent-de-Paul
Partage St-Maxime
Popote roulante de Sainte-Rose
Popote roulante St-Ferdinand
Popote roulante St-Noël-Chabanel
Regroupement des familles monoparentales et recomposées de Laval
Relais communautaire de Laval
Relais de Quartier de Saint-Vincent-de-Paul
Relais familial d'Auteuil
Service bénévole d'entraide Vimont-Auteuil
Sida-Vie Laval
Soupière Sainte-Rose
Travail de rue de l'île de Laval (T.R.Î.L.)
Urgence sociale (Laval)

ANNEXE B

ÉPICERIES ET FRUITERIES DE LAVAL (2010)

QUARTIER AUTEUIL

Épiceries

Métro - Marché J.-C. Messier	5000, boulevard des Laurentides
IGA Extra - Alimentation Auteuil	5680, boulevard des Laurentides

Fruiteries

Fruitier d'Auteuil	5555, boulevard des Laurentides
Fruiterie la Pastèque	148, boulevard Sainte-Rose

QUARTIER CHOMEDEY

Épiceries

Club Entrepôt Provigo	1005, boulevard Curé-Labelle
Entrepôt Costco	2999, autoroute Laval
Épicerie Marhaba	3846, boulevard Notre-Dame
Hawaï Supermarché	4609, chemin du Souvenir
Le Grand Marché	3699, Autoroute 440 Ouest
IGA Extra - Gagnon et filles	2137, boulevard Curé-Labelle
IGA Extra - Gagnon et filles	515, boulevard Curé-Labelle
Maxi - St-Martin	3500, boulevard Saint-Martin Ouest
Marché 440	3535, Autoroute 440 Ouest
Marché Adonis	705, boulevard Curé-Labelle
Marché Data	1274, boulevard Curé-Labelle
Marché Oriental Sena	3096, boulevard Cartier Ouest
Marché TA Pena	4511, boulevard Lévesque Ouest
Maxi - Samson	4600, boulevard Samson
Super C - Labelle	2425, boulevard Curé-Labelle
Supermarché Mourelatos	4919, boulevard Notre-Dame
Supermarché PA	4440, boulevard Samson

Fruiteries

Au toit bleu fruits et légumes	4280, boulevard Saint-Martin Ouest
Fruiterie 440	2888, avenue du Cosmodôme
Fruiterie Bamyam	4311, boulevard Notre-Dame
Sami fruits	1550, boulevard Daniel-Johnson

QUARTIER DUVERNAY

Épiceries

Loblaws Concorde	1950, boulevard de la Concorde Est
Métro - Duvernay	3200, boulevard de la Concorde Est
IGA - Alimentation C.C. Sévigny	5805, boulevard Robert-Bourassa

QUARTIER FABREVILLE

Épiceries

IGA - René Laliberté	3557, boulevard Dagenais Ouest
Maxi - Fabreville	444, boulevard Curé-Labelle
Super C - Fabreville	3850, boulevard Dagenais Ouest

QUARTIER LAVAL-DES-RAPIDES

Épiceries

IGA Extra - Alimentation Mario St-Denis	307, boulevard Cartier Ouest
Marché Allaire	48, boulevard Clermont
Métro Plus - Marché Dépatie	1100, boulevard de l'Avenir
Provigo - Alimentation R. Denis	255, boulevard de la Concorde Ouest

Fruiteries

Jardins de la Concorde	450, boulevard de la Concorde Ouest

QUARTIER LAVAL-OUEST

Épiceries

IGA - Quintal et Frères	4805, boulevard Arthur-Sauvé
Métro - Marché Perrier et Martel	6155, boulevard Arthur-Sauvé

QUARTIER PONT-VIAU

Épiceries

Marché l'Oasis	300, place Juge-Desnoyers
Métro - Marché de la Concorde	155, boulevard de la Concorde Est
Marché Belle-Rive	45, boulevard Lévesque Est

QUARTIER SAINTE-DOROTHÉE

Épiceries

IGA Extra - Marché d'alimentation Crevier	550, autoroute Chomedey
Métro - Marché Denigil	555, boulevard Samson
Super C - Ste-Dorothée	1110, autoroute Chomedey

Fruiteries

Fruiterie Pimento	241A, boulevard Samson

QUARTIER SAINTE-ROSE

Épiceries

IGA - Marché des Oiseaux	380, boulevard Curé-Labelle
Métro - Famille Martel	1207, boulevard Curé-Labelle

QUARTIER SAINT-FRANÇOIS

Épiceries

Maxi - St-François	8475, rue Chartrand

QUARTIER SAINT-VINCENT-DE-PAUL

Épiceries

IGA - Joannette - Alimentation Lumi	4411, boulevard de la Concorde Est
Provigo - Concorde	3595, boulevard de la Concorde Est
Super C - Concorde	4400, boulevard de la Concorde Est

QUARTIER VIMONT

Épiceries

Marché des Antilles	1825, boulevard des Laurentides
Maxi & cie - Vimont	2090, boulevard des Laurentides
Métro - Marché Dunn	1904, boulevard des Laurentides
Provigo - Norman Girard	1855, boulevard René-Laennec
Intermarché Bellerose	134, boulevard Bellerose Est

ANNEXE C

KIOSQUES FERMIERS DE LA RÉGION DE LAVAL (2010)

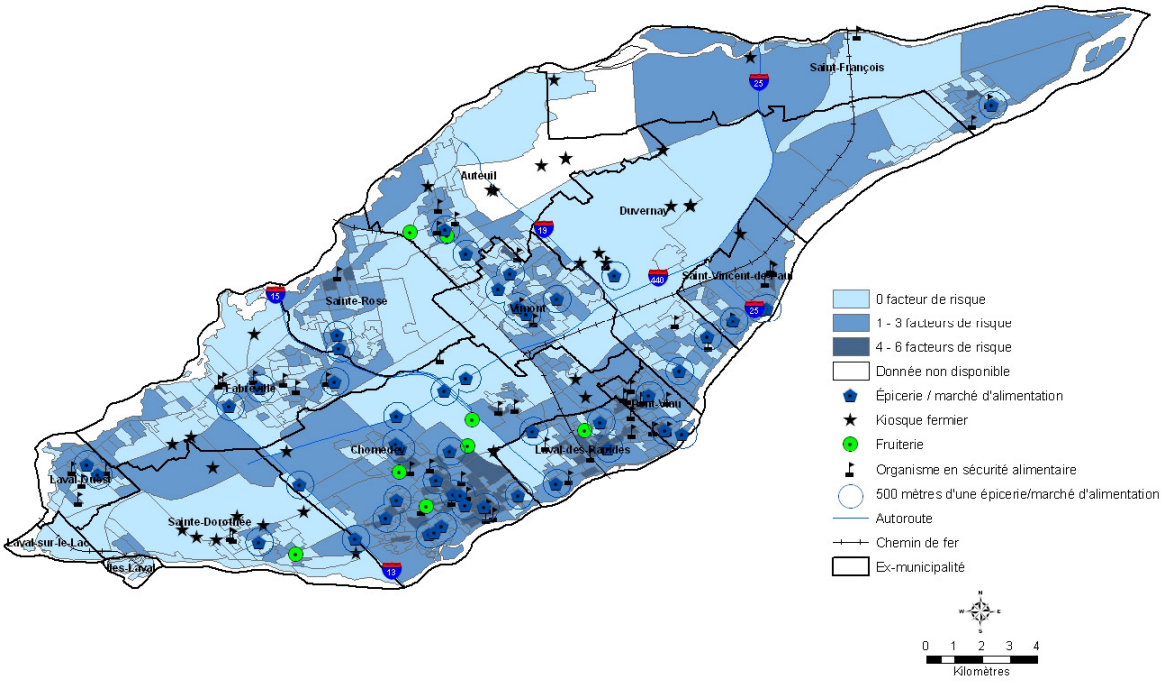
Au bien frais	1600, montée Saint-François
Aux Jardins Fleuris / Serres Francines	2985, avenue des Perron
Ferme Aux Vieux Chênes de Laval	2, rue du Panorama
Ferme Bigras et Filles	3005, boulevard du Souvenir
Ferme d'Auteuil / Chez Vaillancourt (Délices d'Agathe)	5, avenue des Perron
Ferme Denis Vaillancourt	4154, boulevard Dagenais Ouest
Ferme D. & M. Sauriol	3150, boulevard des Mille-Îles Est
Ferme FLG	Rang Saint-Elzéar / Autoroute 19
Ferme F. Turcot et Fils	7209, avenue des Perron
Ferme G. Ouimet	Boul. Daniel-Johnson / Boul. Saint-Elzéar
Ferme Grover	7360, boulevard Saint-Martin Ouest
Ferme Grover	700, avenue des Bois
Ferme Lortie	2100, avenue des Perron
Ferme Marineau	4356, boulevard Dagenais Ouest
Ferme Marineau	1270, rue Principale
Ferme Ouimet	275, boulevard Saint-Martin Ouest
Ferme Ste-Dorothée / L'Étable du terroir	1125, rue Bastien
Jeunes au travail	2595, rang du Haut-Saint-François
Kiosque Dagenais	4269, rang du Haut-Saint-François
Kiosque Ferme Marineau	Boulevard Samson
Kiosque Grover	415, rue Principale
Kiosque Leblanc	2175, avenue des Perron
La Vieille Ferme	763A, rue Principale
Le Panier nature	900, avenue des Bois
Marc Gibouleau	3675, avenue des Perron
Quelques Arpents de Fruits	423, rang Saint-Antoine
Récoltes Le Mieux	2610, rang Saint-Elzéar
Richard Roger (biologique)	139, rue Principale
Rucher des Terrasses	283, avenue des Terrasses
Serres F. et G. Lacroix / Kiosque des Ancêtres	3380, boulevard Sainte-Rose
Verger N. Bolduc et Fille	4305, rang du Haut-Saint-François

ANNEXE D

DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE, LAVAL 2010

CARTE K

Épiceries, fruiteries et kiosques fermiers (2010), organismes en sécurité alimentaire en 2009, jumelés aux facteurs de risque d'insécurité alimentaire, Laval, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2006.
Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, Répertoire de la disponibilité alimentaire (2010) et Répertoire des organismes offrant des activités en sécurité alimentaire (2010).

ANNEXE E

STATISTIQUES SUR LA RÉGION LAVALLOISE ET SA POPULATION

Population[57]	▪ En 2010, la population de la région de Laval était estimée à 396 186 habitants ▪ Entre 2010 et 2031, la population lavalloise pourrait s'accroître de 21 %, pour atteindre 478 887 personnes. Durant la même période, l'augmentation attendue de la population québécoise sera de 12 %.
Structure d'âge[58]	▪ En 2010, 21 % des Lavallois étaient âgés de moins de 18 ans. Les 18-44 ans représentaient 36 % de la population, qui comptait 28 % de personnes âgées de 45 à 64 ans et 15 % de 65 ans et plus. ▪ En 2010, Laval comptait 82 930 personnes de 65 ans et plus, dont 27 706 de 75 ans et plus[59].
Structure familiale[60]	▪ 44 % des familles lavalloises ont au moins un enfant de moins de 18 ans. ▪ 16 % des familles sont monoparentales. ▪ 10 % des Lavallois vivent seuls. ▪ 36 % des Lavallois vivant seuls sont des personnes âgées de 65 ans et plus.
Immigration[61]	▪ Environ 6 % des immigrants récemment admis au Québec s'installent à Laval[62]. ▪ 20,2 % de la population de Laval est immigrante.
Proportion de personnes à faible revenu[63]	▪ En 2006, 16 % des Lavallois vivaient sous le seuil de faible revenu. ▪ Les plus hauts taux de personnes vivant sous le seuil de faible revenu se trouvent à Chomedey (24,13 %), à Laval-des-Rapides (21,3 %), à Pont-Viau (25,11 %), à Saint-Vincent-de-Paul (17,94 %) et à Laval-Ouest (16,57 %)[64].
Insécurité alimentaire[65]	▪ 6 % des Lavallois de 12 ans et plus, soit environ 20 600 personnes, s'inquiètent souvent ou parfois à l'idée de manquer de nourriture en raison d'un manque d'argent. ▪ 5,3 % des Lavallois de 12 ans et plus, soit environ 18 200 personnes, vivent dans un ménage confronté à une insécurité alimentaire modérée ou grave.

[57] Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (2010).
[58] 58. *Ibid*.
[59] 59. *Ibid*.
[60] Statistique Canada, recensement de la population de 2006.
[61] *Ibid*.
[62] Institut de la statistique du Québec (2009).
[63] Statistique Canada, recensement de la population de 2006.
[64] Ville de Laval, Recensement 2006 par ex-municipalités [en ligne] http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/portail/fr/cartes_statistiques/statistiques/document/recensement_2006_ex-municipalite.pdf
[65] Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 4.1, 2007-2008).

ANNEXE F

MODULE D'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

Proportion de personnes de 12 ans et plus

Échelle des adultes	Laval	Québec
Vous et les membres de votre ménage avez eu peur de manquer de nourriture avant la prochaine rentrée d'argent.	6,0	6,8
Toute la nourriture que vous et les membres de votre ménage aviez achetée a été mangée et il n'y avait pas d'argent pour en racheter.	3,9*	4,9
Vous et les membres de votre ménage n'aviez pas les moyens de manger des repas équilibrés.	5,4	5,7
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage avez déjà réduit votre portion ou sauté des repas.	2,2*	2,8
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage avez déjà réduit votre portion ou sauté des repas pendant trois mois ou plus.	1,2**	2,2
Vous-même avez déjà mangé moins que vous auriez dû, selon vous.	2,2*	2,9
Vous-même avez déjà eu faim sans pouvoir manger.	1,2**	1,5
Vous-même avez perdu du poids.	0,6**	1,0
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage avez passé une journée entière sans manger.	0,3**	0,6
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage avez passé une journée entière sans manger pendant trois mois ou plus.	0,2**	0,4
Échelle des enfants	**Laval**	**Québec**
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage comptiez seulement sur quelques types d'aliments peu coûteux pour nourrir les enfants.	3,1*	2,4
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage ne pouviez pas servir des repas équilibrés aux enfants.	2,3*	1,7
Les enfants ne mangeaient pas assez.	0,8**	0,6
Vous ou d'autres adultes dans votre ménage avez déjà réduit la portion d'un ou plusieurs des enfants.	0,4**	0,2*
Les enfants ont déjà eu faim.	0,2**	0,1**
Un ou plusieurs des enfants ont sauté des repas.	0,5**	0,2*
Un ou plusieurs des enfants ont sauté des repas pendant trois mois ou plus.	0,5**	0,1*
Un ou plusieurs des enfants ont passé une journée entière sans manger.	0,0**	0,0**

** Estimation marginale, coefficient de variation entre 16,6 % et 33,3 %, à interpréter avec prudence.*
*** Estimation non fiable, coefficient de variation > 33 %.*

Source : Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. (cycle 4.1, 2007-2008).

CASAL
Comité d'action
en sécurité alimentaire
de Laval

Agence de la santé
et des services sociaux
de Laval
Québec
Direction de santé publique